



Bulletin Numéro 206 – Septembre 2014

NOTRE OPINION



La Journée internationale de lutte contre la monoculture d'arbres a 10 ans. Il y a dix ans, au Brésil, le 21 septembre fut déclaré Journée nationale contre la monoculture d'arbres. L'objectif principal était de rendre plus visibles les nombreux peuples et communautés qui luttent contre la monoculture d'arbres, afin de démolir le mur de silence dont s'entourent les nombreuses violations que subissent les communautés encerclées par ces plantations. Aussi pour divulguer le mieux possible les constatations, issues de ces combats de résistance, des effets écologiques et sociaux négatifs de ces plantations. Ces effets tendent à être plus graves pour les femmes des communautés concernées. Vu l'importance de la décision, le WRM décida en 2006 de faire de cette date une Journée internationale d'action.

LE VISAGE HIDEUX D'UNE ECONOMIE «BIO»: LA PROMOTION DE LA DEFORESTATION ET LE DEPLACEMENT DES POPULATIONS



Les fabriques d'arbres: vue d'ensemble des impacts et des promoteurs des arbres GM

Le débat sur les organismes transgéniques a porté surtout sur les produits agricoles. Le fait que ces arbres ne soient pas mangés ne veut pas dire que les arbres transgéniques soient moins dangereux. Au contraire, les arbres vivant plus longtemps que les produits agricoles, des changements de leur métabolisme pourraient se produire beaucoup d'années après qu'ils ont été plantés. Les arbres transgéniques sont conçus pour constituer de grandes plantations industrielles en régime de monoculture. Or, les plantations de ce type ont déjà des effets très négatifs sur les gens et sur les forêts, que les arbres GM ne feront qu'aggraver.

Méfiez-vous de la bio-économie

La 'bio-économie' est une stratégie que l'agro-industrie, l'industrie biotechnologique et celle de la sylviculture essaient agressivement d'imposer. Ils envisagent un nouvel ordre économique, où met en place un ensemble de technologies et des dispositions



économiques qui peuvent littéralement transformer des copeaux de bois, de la canne à sucre, des algues et d'autres matières premières en carburants liquides, produits chimiques et électricité, base de nos économies de production. Cette 'bio-économie' se heurtera inéluctablement et sera en conflit avec la protection de la vie et des moyens d'existence.



La recherche en arbres génétiquement modifiés avance en Asie
Le WRM vient de mettre à jour un document de 2008 qui passe en revue la recherche en arbres génétiquement modifiés (GM) dans chaque pays. Ce document contient de l'information résumée concernant les 24 pays où cette recherche a lieu. Les principaux objectifs sont l'augmentation de la résistance des arbres GM aux maladies, l'amélioration de la qualité du bois et leur utilisation en tant que sources de bioénergie. La plupart des 750 essais en plein champ d'espèces d'eucalyptus, de peupliers et de pins enregistrés à ce jour dans le monde entier – sans compter les arbres fruitiers – ont lieu dans les Amériques, surtout aux SA et au Brésil. Dans ces deux pays, le moment où l'utilisation commerciale des eucalyptus GM sera autorisée est dangereusement proche. Néanmoins, il est important de regarder de près ce qui se passe dans d'autres continents. La dangereuse recherche en arbres GM, concernant surtout le peuplier, l'eucalyptus, l'hévéa et le palmier à huile, avance en Asie, avec la Chine en tête: ce pays est le deuxième du monde quant au nombre d'essais en plein champ, et le premier à avoir autorisé la commercialisation de peupliers GM.



L'Union européenne soutient les carburants bioénergétiques à base de bois, la destruction des forêts et l'appropriation foncière
En 2009, l'Union européenne s'est fixé l'objectif de 20 % d'énergie renouvelable pour 2020. Cet objectif sera atteint surtout en brûlant de la biomasse, essentiellement du bois. Dans presque toute l'Europe, on encourage l'utilisation de bois pour le chauffage et l'électricité. Ainsi, la demande de bois – qui était déjà excessivement élevée – a commencé à augmenter considérablement, tout comme la pression exercée sur les forêts européennes. En plus de cela, la demande de granulés de bois de l'UE dépassant déjà la production.



Des plantes vouées à la déconstruction? L'utilisation de cellulose de bois pour la fabrication de carburants
Beaucoup de personnes du monde entier dépendent du bois comme combustible pour la cuisine et le chauffage mais, de plus en plus, des intérêts commerciaux et industriels se tournent vers le bois pour produire la soi-disant 'bioénergie'. Dans l'UE et dans les USA, d'énormes centrales électriques au charbon brûlent maintenant, en même temps, de grands volumes de bois. Certaines centrales au charbon sont transformées pour fonctionner aux granulés de bois et, pour ce faire, sont récompensées dans certains pays avec des subsides à 'l'énergie renouvelable'. Ces installations énergétiques consommant de grandes quantités de bois, un nouveau marché international des copeaux et des granulés de bois a été créé, qui représente

une menace supplémentaire pour les forêts, les écosystèmes, les droits de l'homme et le climat.



Ouganda: les plantations comme puits de carbone profitent aux investisseurs et certificateurs étrangers, mais les communautés perdent leurs moyens d'existence

La plantation commerciale d'arbres située dans le district de Kiboga, le 'couloir de bétail' de la région occidentale d'Ouganda, porte le nom de «Réserve de forêt de Kikonda» et couvre 12 182 hectares qui appartiennent à l'Autorité forestière nationale du pays (NFA). Cependant, la terre est gérée par la société privée allemande Global-Woods AG. Le projet de plantation a démarré en 2002, grâce à une concession pour la 'culture d'arbres' octroyée par la NFA. Chaque année, près d'un million d'arbres sont plantés sur une superficie de 1 000 hectares, dans le but de piéger du dioxyde de carbone de l'atmosphère et de le 'stocker', mais aussi de produire des grumes de sciage et du bois énergie.



Honduras: criminalisation du peuple garifuna qui défend son territoire face à l'avancée du palmier à huile

Au début du XVIIe siècle, à l'époque coloniale, des naufragés africains arrivèrent aux côtes des Caraïbes où vivait le peuple kalinagu ou caraïbe. De cette fusion surgirent la langue, la religion et les traditions garifunas. Cependant, les communautés ont commencé à perdre leurs territoires sous la pression des transnationales bananières qui souhaitaient exploiter ces terres. Sans écouter les réclamations du peuple garifuna, l'État a permis que, presque cent plus tard, la même histoire se reproduise: l'enclave bananière est devenue une enclave de palmiers. Actuellement, les garifunas décident de récupérer leurs terres et de faire valoir leurs titres communautaires.



Les arbres GM menacent les forêts indigènes d'Amérique du Nord

Un arbre GM est celui dont l'ADN a été modifié au moyen de techniques de manipulation génétique. Dans la plupart des cas, le but est d'introduire dans la plante une caractéristique nouvelle que l'espèce ne possède pas naturellement, comme la résistance à certains pesticides ou herbicides. La commercialisation d'arbres génétiquement modifiés (GM) comme l'eucalyptus ou le peuplier aurait des de fortes implications irréversibles sur l'environnement et la société. La recherche en biotechnologie appliquée aux arbres est soutenue par le gouvernement, et elle a reçu des millions de dollars en subventions. Les parcelles d'essai d'arbres GM s'étendent sur 19 États du pays et couvrent plus de 600 acres.

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE

Honduras: Un forum-atelier dénonce les impacts de l'expansion du palmier africain. «On nous remplit de palmiers et on nous laisse sans manger»



Mobilisation et organisation pour empêcher la mainmise des transnationales sur le sommet du climat convoqué par Ban Ki Moon à New York, États-Unis



La campagne STOP GE TREES exhorte le FSC à exclure les arbres GM



Pérou: Justice pour les leaders tribaux amazoniens assassinés par des bûcherons



France : Des organisations populaires françaises alertent les participants au Symposium international sur l'agro-écologie, la sécurité alimentaire et la nutrition, organisé par la FAO



RECOMMANDATIONS



Déclaration internationale en solidarité avec les peuples honduriens face à l'expansion des plantations de palmier dans leurs territoires



Thaïlande: les peuples des forêts ont besoin d'une voix



Publication du GRAIN: « Planète huile de palme : les paysans paient le prix fort pour l'huile de palme bon marché »



Le plan de reboisement le plus vaste du monde ne réussit pas à protéger les forêts naturelles de Chine et en menace d'autres

Brésil: des organisations brésiliennes ont remis une lettre contre l'utilisation commerciale d'eucalyptus transgéniques par Suzano, mais elles n'ont pu le faire qu'à la fin de l'audience publique



Publication du WRM : « Nouvelles tendances de l'expansion des plantations industrielles d'arbres en Amérique latine »



Pour un exploitant forestier indonésien, l'élimination d'une forêt de tourbière ne pose aucun problème pour la conservation

NOTRE OPINION

21 septembre 2014: La Journée internationale de lutte contre la monoculture d'arbres a 10 ans



Démantelons le pouvoir des transnationales de plantation!

La ‘monoculture intelligente’ n’existe pas: appuyons la Mobilisation climatique des peuples!

Il y a dix ans, au Brésil, le 21 septembre fut déclaré Journée nationale contre la monoculture d’arbres, au cours d’une réunion avec 250 membres des communautés touchées par les plantations industrielles d’eucalyptus dans ce pays. L’objectif principal était de rendre plus visibles les nombreux peuples et communautés qui luttent contre la monoculture d’arbres, afin de démolir le mur de silence dont s’entourent les nombreuses violations que subissent les communautés encerclées par ces plantations. La Journée fut créée aussi pour divulguer le mieux possible les constatations, issues de ces combats de résistance, des effets écologiques et sociaux négatifs de ces plantations. Ces effets tendent à être plus graves pour les femmes des communautés concernées. Vu l’importance de la décision des communautés brésiliennes, le WRM (Mouvement mondial pour les forêts) décida en 2006 de faire de cette date une Journée internationale d’action.

Cette année, le 21 septembre est aussi une journée de grandes mobilisations pour la justice climatique. Des milliers de personnes rejoindront la Mobilisation climatique des peuples, tandis que les représentants politiques – et de plus en plus de représentants des grandes entreprises – se réuniront au siège des Nations unies à New York, États-Unis, pour assister au Sommet climatique convoqué par le secrétaire général, Ban Ki Moon. Ce sommet représente un pas de plus vers la mainmise des transnationales sur les pourparlers des Nations unies sur le climat, ainsi que vers la privatisation de la terre, de l’eau et de l’air, avec la promesse d’arriver à un accord sur la problématique du climat.

L’ONU et d’autres organismes internationaux vont lancer l’initiative «Agriculture intelligente face au climat», présentée pendant le sommet. Il s’agit d’un nouvel écran de fumée qui sert à ‘peindre en vert’ les pires pratiques de l’agriculture industrielle: engrais chimiques, production industrielle de viande et cultures génétiquement modifiées, comme les plantations industrielles d’arbres et d’autres encore, toutes présentées comme ‘intelligentes vis-à-vis du climat’. Parmi ceux qui proposent cette solution fautive et dangereuse figure la Banque mondiale, qui cherche à transformer en crédits carbone le carbone des champs des agriculteurs, alors que cela aboutirait à l’appropriation de terres et empêcherait d’appliquer des solutions réelles au problème du climat.

L’avancée des plantations à grande échelle d’eucalyptus, de pins, d’acacias, d’hévéas et de palmiers à huile – qui pourraient être définies comme ‘intelligentes pour le climat’ si prospérait la proposition débattue au Sommet climatique à New York – sert en fait à approfondir le processus d’accumulation de capital mené par des entreprises de plus en plus grandes et souvent transnationales, comme Stora Enso, UPM, Arauco, APP/Sinar Mas, APRIL, Bridgestone/Firestone, Wilmar, Olam, Sime Darby et d’autres encore. La production est axée sur l’industrialisation et l’exportation, et l’expansion s’est produite à une allure dévastatrice. La superficie de ces plantations a quadruplé depuis 1980, et il y a eu un développement particulier de la monoculture de l’eucalyptus et du palmier dans les pays du Sud. Sans la résistance des paysans, hommes et femmes, des peuples indigènes et d’autres communautés de nombreux lieux et pays, cette expansion aurait sans doute été encore plus forte.

Les sociétés transnationales sont les principales responsables des problèmes que provoquent les plantations: l’appropriation des territoires et des biens communs, la destruction de zones riches en biodiversité et des modes de vie qui y sont associés, le dessèchement et la pollution par des pesticides des fleuves, des ruisseaux et des puits, l’épuisement et l’érosion des sols, des conditions de travail dégradantes, la financiarisation croissante de la nature. Pourtant, non seulement ces entreprises persistent à nier et à dissimuler systématiquement leur rôle dans ces situations d’injustice sociale et environnementale, mais elles considèrent qu’elles font partie de la ‘solution’ de ces problèmes. Or, certaines fausses solutions fondées sur le marché, qui sont en fait des solutions pour le capitalisme financier lui-même, augmentent les injustices sociales associées aux plantations industrielles, par une série d’initiatives qui légitiment les activités des entreprises sans les obliger à prendre la responsabilité des violations et des crimes qu’elles ont commis. Les labels ‘verts’ de certification,

comme ceux du FSC (Forest Stewardship Council) et de la RSPO (Table ronde sur la production durable d'huile de palme), les tables de 'dialogue forestier' où la société civile et les transnationales établissent des engagements volontaires des entreprises, et d'autres initiatives dites 'durables' comme les fausses promesses de 'déboisement zéro', sont autant d'exemples de cette fraude. Bien que ces initiatives puissent aboutir à la prise de quelques mesures favorables à court terme aux communautés, elles ont été surtout pour elles une source de frustration et de division, en promettant des 'compensations' qui ne couvrent pas les revendications essentielles pour garantir leur mode de vie, comme la restitution et le respect de leurs territoires, et qui permettent la perpétuation des injustices environnementales causées par les plantations industrielles.

Ces initiatives sont 'volontaires', sans force obligatoire et, par conséquent, elles ne sont pas soumises à un cadre institutionnel démocratique destiné à protéger les droits des personnes concernées. Ainsi, elles finissent par légitimer un modèle de production que nous pouvons qualifier de néocolonialiste, puisqu'il détruit des êtres vivants, qu'il est fondé sur le racisme environnemental et qu'il ne met pas en question certaines de ses caractéristiques de base, comme la concentration de terres ou la production en régime de monoculture à grande échelle avec utilisation de poisons et dans des conditions de travail dégradantes. En outre, les initiatives et les promesses 'vertes' et 'durables' n'empêchent pas les grandes entreprises de continuer à agrandir sans cesse leurs plantations.

Un aspect de plus en plus grave du problème est la monoculture d'arbres 'multifonctions' (flex trees), qui permettent une diversité d'utilisations et peuvent être la matière première de divers produits (production d'énergie, bois, aliments, piégeage de carbone, etc.), que l'on considère comme interchangeables. Ce caractère de 'flexibilité' intéresse surtout le capital financier qui, avec les transnationales, encourage la spéculation sur le contrôle de la production et des affectations des sols. Ces entreprises insistent toujours sur l'utilisation commerciale des arbres transgéniques, sur d'autres utilisations du bois à des fins énergétiques, et sur la vente de 'services environnementaux' comme le carbone. Dans tous les cas, il s'agit de fausses solutions de la crise environnementale et climatique qui menace l'humanité, et finissent par aggraver les injustices et par propager encore plus la faim et la misère. La monoculture et les cultures transgéniques ne sont pas intelligentes; ce sont de nouvelles stratégies du capitalisme 'vert' pour accaparer les territoires des peuples et pour affaiblir ceux qui forment de vraies solutions des crises climatique, écologique et sociale.

Pour faire face aux impacts que provoquent les grandes entreprises et l'expansion des plantations, nous devons continuer à pousser pour la transformation de ce modèle de production et à lutter contre les politiques néolibérales, favorables au capital, qui nous sont imposées. Un pas important dans ce sens est de conjuguer nos efforts dans le cadre de la [«Campagne pour démanteler le pouvoir des transnationales»](#), afin de mettre en place et de renforcer les instruments susceptibles de venir à bout de l'impunité et de la légitimation dont jouissent les entreprises aujourd'hui. La Campagne est fondée sur les luttes des communautés qui s'opposent à l'invasion de leurs territoires par les transnationales ou qui luttent pour les expulser, en affirmant le droit des peuples à l'autodétermination de leurs modes de vie. La réforme agraire, la reconnaissance et la démarcation des territoires indigènes et de ceux des populations traditionnelles et paysannes du monde entier sont les mesures qu'il faut prendre d'urgence pour avancer vers la souveraineté alimentaire et la justice environnementale et sociale, et pour construire le pouvoir populaire.

Nous ne pourrions pas finir cette déclaration sans rendre hommage aux femmes et aux hommes du monde entier qui luttent quotidiennement et de différentes manières contre les plantations industrielles d'arbres, et qui ont déjà remporté d'importantes victoires dans la défense et la récupération de leurs territoires où ils trouvent toute la biodiversité nécessaire à leur survie physique et culturelle. Ces femmes et ces hommes qui mènent de durs combats pour engendrer la vie et construire un avenir sont très éloignés de la convoitise des grandes entreprises et des investisseurs, qui recherchent ces mêmes terres pour générer des bénéfices pour leurs actionnaires.

«Les plantations ne sont pas des forêts!»
«Les plantations industrielles ne sont pas intelligentes!»

21 septembre 2014

Campagne pour démanteler le pouvoir des transnationales
La Vía Campesina
Marche Mondiale des Femmes
Les Amis de la Terre International
Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM)

LE VISAGE HIDEUX D'UNE ECONOMIE «BIO»: LA PROMOTION DE LA DEFORESTATION ET LE DEPLACEMENT DES POPULATIONS

Les fabriques d'arbres: vue d'ensemble des impacts et des promoteurs des arbres GM



L'ingénierie génétique permet aux scientifiques de modifier les arbres par l'insertion de matériel génétique d'un autre arbre de la même espèce, d'une autre espèce d'arbre ou d'une espèce tout à fait différente. Les tentatives des entreprises de recherche et de plantation, aux USA, au Brésil et dans d'autres pays, de commercialiser ces arbres génétiquement modifiés représentent un danger énorme pour les forêts du monde.

Jusqu'ici, le débat sur les organismes génétiquement modifiés (GM) ou transgéniques a porté surtout sur les produits agricoles, et beaucoup moins sur les arbres GM. Dans ce bulletin nous ne parlerons pas de la manipulation génétique d'arbres fruitiers, comme le papayer ou le pommier, mais des arbres qu'utilise l'agriculture industrielle à grande échelle, comme l'eucalyptus, le pin, l'acacia et le peuplier, en particulier dans les pays du Sud. Le fait que ces arbres ne soient pas mangés – quoique le miel produit à partir d'eucalyptus GM puisse être contaminé – ne veut pas dire que les arbres transgéniques soient moins dangereux. Au

contraire, les arbres vivant plus longtemps que les produits agricoles, des changements de leur métabolisme pourraient se produire beaucoup d'années après qu'ils ont été plantés. Par exemple, on travaille déjà à empêcher les arbres GM de fleurir, censément pour éviter que leur pollen transgénique contamine les arbres naturels. Or, personne ne peut garantir que, 20 ou 30 ans après avoir été plantés, aucun des milliers ou des millions d'arbres ne va fleurir et contaminer les arbres normaux de la même espèce. L'impact que cela pourrait avoir sur l'espèce en question, sur l'ensemble de la forêt et sur les communautés qui en dépendent pourrait être dévastateur.

En fait, les scientifiques qui manipulent des gènes pour 'améliorer' les arbres changent certaines caractéristiques génétiques des arbres pour servir les intérêts de ceux qui financent cette recherche – en particulier ceux des grandes entreprises de plantation – en améliorant la rentabilité de leurs affaires. Un arbre GM résistant aux herbicides, par exemple, n'améliore rien du tout, c'est plutôt tout le contraire. Ces arbres modifiés permettent de faire de grands épandages aériens d'herbicides qui vont endommager le sol, détruire la flore locale, empoisonner la faune, polluer l'eau et porter atteinte grave à la santé et aux moyens d'existence de la population.

Qui encourage les arbres GM et pourquoi?

Une bonne partie de la recherche en arbres GM intéresse en premier lieu l'industrie de la pâte et du papier. En théorie, les arbres GM permettraient aux usines de pâte de produire davantage de fibre beaucoup plus vite. Les chercheurs travaillent à obtenir des arbres résistants aux maladies, car les grandes plantations en régime de monoculture sont très vulnérables. Les arbres modifiés pour être stériles pourraient grandir plus vite, car ils concentreraient leur énergie sur la croissance plutôt que sur la production de fleurs. L'industrie de la pâte et du papier s'intéresse aussi à obtenir des arbres aux fibres plus uniformes, avec moins de branches et aux troncs plus droits. Le but de cette industrie est de remplacer les plantations d'arbres actuelles par des arbres transgéniques qui croissent plus vite, contiennent davantage de cellulose, soient résistants aux herbicides, aux insectes et aux maladies fongiques, supportent la sécheresse et les basses températures et ne fleurissent pas.

Le secteur des combustibles fossiles et de l'énergie s'intéresse lui aussi, de plus en plus, aux arbres transgéniques. Des arbres GM à croissance rapide et avec moins de lignine faciliteraient le processus de transformer la cellulose du bois en un carburant liquide, l'éthanol. Cela pourrait aboutir à l'établissement d'énormes plantations d'arbres GM pour produire de la pâte qui, à son tour, serait transformée en éthanol. D'autre part, les granulés de bois sont recommandés dans bien des pays européens comme 'énergie renouvelable'. Cela fait augmenter la demande de bois et encourage l'exécution de davantage de projets de plantation d'arbres dans les pays du Sud. Pendant ce temps, les chercheurs étudient la manière de manipuler des arbres pour qu'ils piègent et stockent davantage de carbone, censément pour porter remède au changement climatique.

Comment cela s'est-il passé?

L'industrie forestière a toujours essayé d'aménager les forêts pour qu'elles répondent à ses besoins commerciaux. Elle a donc fait des plantations d'arbres d'une seule espèce, disposés en rangs tout droits à intervalles réguliers, pour obtenir le plus possible de bois par hectare. Les forêts et les prairies ont été progressivement détruites, et remplacées par des plantations industrielles d'arbres qui ne produisent que du bois.

Mais cela n'a pas suffi, et les entreprises ont pris plusieurs mesures pour 'améliorer' encore leurs plantations. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies (FAO) y a joué un rôle-clé, en définissant les plantations en régime de monoculture comme des 'forêts' et en soutenant la création de ces 'forêts' dans le Sud. De même, elle a encouragé la recherche concernant les espèces d'arbres qui s'y adaptaient le mieux – surtout l'eucalyptus et le pin – et elle a été utilisée aussi comme un des principaux moyens de convaincre les gouvernements des avantages supposés des plantations de ce type dans leurs pays.

L'étape suivante consistait à faire adopter le paquet complet de la «révolution verte», toujours avec le soutien de la FAO: mécanisation croissante du travail forestier, utilisation d'engrais chimiques, de substances toxiques pour combattre les ravageurs et les maladies, et d'herbicides pour éviter que d'autres plantes concurrencent les arbres plantés. Pendant ce temps, la sélection génétique visait à 'améliorer' les performances des plantations en matière de production de bois; elle a été bientôt suivie de l'hybridation et du clonage des 'meilleurs' arbres. Dans cette optique réductionniste, la modification génétique des arbres était évidemment le pas suivant.

Quels en sont les impacts et les dangers principaux?

La recherche en arbres GM ne se limite pas au travail en laboratoire ni aux essais 'contrôlés'; elle a lieu aussi sur le terrain, et porte sur une grande variété d'espèces. Les arbres GM sont conçus pour constituer de grandes plantations industrielles en régime de monoculture. Or, les plantations de ce type ont déjà des effets très négatifs sur les gens et sur les forêts, que les arbres GM ne feront qu'aggraver. En voici une courte liste:

- La contamination génétique de l'habitat: le pollen et les graines des arbres GM peuvent parcourir de grandes distances transportées par le vent, l'eau ou les insectes pollinisateurs, et contaminer des arbres situés très loin. Par exemple, un pin GM résistant aux insectes, planté au Chili, pourrait contaminer des arbres de la même espèce qui sont dans leur habitat d'origine, aux USA, exterminer les insectes et provoquer de graves effets sur les chaînes alimentaires auxquelles ils sont liés. La propagation peut avoir lieu aussi par les racines, les pousses et les greffes. Ce danger est un des plus forts que comportent les essais en plein champ et les plantations commerciales d'arbres GM. Les réglementations nationales ne suffiraient pas à éviter une dispersion à grande échelle comme celle-ci.
- Davantage de pression sur les forêts indigènes: bien que l'argument qu'utilisent les défenseurs des arbres GM, «davantage de bois sur moins de terre», semble convaincant, l'accroissement de la demande de bois qui a lieu surtout dans le Nord accroît aussi la pression exercée sur les sols. Au cours des deux dernières décennies, l'industrie de plantation a déjà amélioré la productivité des arbres sans faire appel à la technologie GM. Néanmoins, la superficie des plantations industrielles d'arbres n'a pas diminué: elle a quadruplé dans les pays du Sud. Comme les arbres peuvent être modifiés pour qu'ils poussent plus vite et qu'ils résistent aux produits chimiques, aux insectes et au froid, on peut supposer qu'ils feront monter les bénéfices des entreprises et multiplier les plantations. L'autorisation de commercialiser des arbres GM pourrait provoquer la destruction de la biodiversité, la flore et la faune, la diminution de l'eau douce et la désertification des sols, et avoir de graves effets sur la santé humaine. Directement ou indirectement, tout cela causerait la dégradation et l'effondrement des forêts et des prairies indigènes.
- Davantage d'eau, davantage de produits chimiques, davantage de destruction: les arbres génétiquement modifiés pour pousser plus vite risquent de consommer encore plus d'eau que ceux qu'on utilise à l'heure actuelle dans les plantations industrielles. Il y aura donc davantage de rivières et de ruisseaux asséchés, le niveau des nappes phréatiques baissera encore, et davantage de sources et de puits s'épuiseront. Les arbres GM pousseront plus vite que les arbres indigènes et pourraient devenir très envahissants, ne laissant pas de place à la végétation des forêts environnantes et détruisant l'habitat d'animaux et de champignons qui ont évolué pour y vivre.
- Davantage de violations des droits des communautés locales: les communautés rurales, traditionnelles et indigènes des pays où avancent les plantations d'arbres GM seront les plus fortement touchées. Les arbres GM attirent l'intérêt déjà fort des entreprises pour les terres et les 'ressources'. En occupant de vastes étendues de terre et en polluant les sols et les cours d'eau des environs, les arbres GM intensifient, directement ou indirectement, le déplacement des communautés qui se voient dépourvues de leurs moyens d'existence, de leur souveraineté alimentaire et du contrôle de leurs propres territoires.
- Dangers pour la santé humaine: parmi les risques potentiels figurent l'exposition aux produits chimiques dangereux que l'on applique aux plantations d'arbres GM, et les effets nocifs de l'inhalation du pollen d'arbres qui produisent la toxine Bt (une toxine qui produit des protéines mortelles pour les insectes). Les pins, par exemple, produisent énormément de pollen et le répandent sur des centaines de

kilomètres. Les plantations de pins qui produisent du pollen Bt pourraient provoquer des troubles de santé généralisés. Les effets de la consommation de plantes Bt sur les animaux et les humains n'ont pas encore été examinés à fond. Néanmoins, des recherches sur des animaux ont montré que la toxine Bt reste active dans les mammifères qui l'ont mangée et peut même s'attacher à l'intestin, provoquant «des modifications structurelles considérables et des tumeurs de l'intestin».

- Les arbres GM ne peuvent pas contribuer à inverser le changement climatique: l'idée que les plantations d'arbres GM peuvent contribuer à inverser le changement climatique est fondée sur la supposition erronée que le carbone libéré par la combustion du charbon ou du pétrole peut être considéré comme équivalent au carbone 'absorbé' par un arbre. Le carbone fossilisé qui est stocké dans le sous-sol est stable et, à moins d'être extrait et brûlé, il ne parviendra pas à l'atmosphère. En outre, les arbres GM feront augmenter le nombre des plantations; or, le défrichage de forêts pour faire place à des plantations est un des facteurs déterminants du déboisement. Les plantations ne sont pas des forêts!
- La recherche en arbres GM suit la logique de la 'croissance' permanente: que le but soit de produire de la pâte pour fabriquer du papier, de l'éthanol liquide comme carburant, de la biomasse pour générer de l'énergie, ou d'augmenter le piégeage de carbone, les arbres GM aggravent la violence actuelle du système économique

Il est crucial de s'opposer à l'expansion de la monoculture d'arbres et de rejoindre la lutte contre les arbres GM. Pour davantage d'information sur les impacts des plantations industrielles d'arbres voir le [site Web du WRM](#); sur les arbres GM en particulier, voir "[Unravelling the lies: Why GM trees don't make sense](#)", de Chris Lang, produit par le WRM et FoEI, et aussi le site Web de la campagne [STOP GE trees](#).

Méfiez-vous de la bio-économie



Il y a quelques années seulement, le géant Weyerhaeuser, une entreprise forestière des États-Unis, a commencé à afficher une série d'annonces surprenantes dans les aéroports et les magasins. Les annonces montraient une forêt boréale tempérée, accompagnée de la question «Que peut être un arbre?». Des bulles de pensée voltigeaient au-dessus, et un paragraphe demandait: «Un médicament contre le cancer? Des carburants alternatifs pour nos voitures? Pensez-vous qu'un arbre puisse être un aliment, ou du plastique biodégradable?»

Ou des vêtements?». Le message semblait être que la sylviculture n'est plus seulement une affaire de pâte à papier et de bois; une nouvelle tendance semble avoir démarré, où les possibilités commerciales des arbres deviennent beaucoup plus grandes.

C'était une annonce sur la 'bio-économie', une stratégie que l'agro-industrie, l'industrie biotechnologique et celle de la sylviculture essaient agressivement d'imposer. Tous les grands pays du Nord et plusieurs pays du Sud sont en train de dresser les plans et d'élaborer les feuilles de route de la 'bio-économie'. Ils envisagent un nouvel ordre économique, où la biologie et la biomasse seront le principal l'instrument et la principale matière première de la production industrielle. Des documents tels que «National Bioeconomy Blueprint» (USA) et «Knowledge-Based BioEconomy» (Union européenne) en sont des exemples. (1)

Sous l'impulsion de cette vision de la 'bio-économie', on met en place un ensemble de technologies et des dispositions économiques qui peuvent littéralement transformer des copeaux de bois, de la canne à sucre, des algues et d'autres matières premières en carburants liquides, produits chimiques et électricité, base de nos économies de production. Sous cette bannière se regroupent des centaines de centrales énergétiques à biomasse, qui brûlent des copeaux de bois à la place du charbon pour générer de l'électricité, des producteurs de nouveaux carburants comme Mascoma qui, par fermentation, transforme des copeaux de bois en éthanol, et des producteurs de 'biomatériaux' comme Natureworks et Metabolix, qui transforment l'amidon de maïs en bouteilles en plastique. Pendant ce temps, les chercheurs en nanotechnologie (2) développent de nouveaux moyens de transformer la cellulose de bois en matériaux conducteurs pour l'électronique. Des entreprises du secteur en plein essor de la biologie de synthèse (ingénierie génétique extrême) sont en train de transformer le sucre de canne en carburants, en extrait de vanille, e édulcorants et en savon. Tous ensemble, ces acteurs de la 'bio-économie' pourraient changer la base matérielle de nos économies 'avancées'. Un arbre pourrait-il renfermer votre smartphone, les circuits qu'il contient et l'électricité qui y circule? Et bien, en théorie oui, disent les défenseurs enthousiastes de la 'bio-économie'.

Pour ceux qui croient à la 'bio-économie', un de ses grands attraits est que les sources de biomasse, comme les forêts et l'agriculture, représentent de nouveaux 'réservoirs de carbone', à un moment où le carbone traditionnel utilisé par l'industrie chimique (les combustibles fossiles) devient de plus en plus cher et difficile à obtenir. Dans le monde entier, on estime qu'il y a environ 500 gigatonnes de carbone (GTC) stockées dans la végétation terrestre, ce qui dépasse de loin les stocks récupérables de pétrole (120 GTC) et de gaz (75 GTC). Cela a porté certains enthousiastes de la 'bio-économie' à dire que les forêts sont des «des gisements de pétrole à la surface». La possibilité de passer des carbones fossiles morts du pétrole, du charbon et du gaz au 'carbone vert' vivant de la biomasse semble un rêve écologiste devenu réalité, un partenariat de l'industrie avec la nature qui se passerait de l'industrie pétrolière. En effet, la 'bio-économie' est parfois considérée comme un sous-ensemble de la soi-disant 'économie verte', cet ensemble d'instruments et de mécanismes financiers que les Nations unies considèrent comme une voie plus propre et plus écologique pour les économies néolibérales. La Forum économique mondial estime que la nouvelle 'bio-économie' constituée par de l'énergie, des produits chimiques, des plastiques, des carburants et les marchés associés pourraient valoir près de 300 milliards USD d'ici 2020.

Or, à la base de ces fantaisies se trouve la réalité gênante des matières premières. Que l'on utilise des copeaux de bois, du sucre ou des algues, la consommation actuelle est si forte que le développement de cette 'bio-économie' se heurtera inéluctablement et sera en conflit avec la protection de la vie et des moyens d'existence. Le terme industriel 'biomasse' dissimule le fait que ce qui est transformé est la biodiversité vivante, les arbres qui constituent la forêt, les cultures qui nous alimentent et qui rendent au sol des nutriments et du carbone, les algues qui fabriquent notre oxygène. En outre, la culture et la récolte de cette 'biomasse' s'entremêlent avec la vie et la culture des peuples, des communautés forestières dont le foyer est détruit aux travailleurs migrants qui coupent la canne à sucre dans des conditions voisines de l'esclavage. En effet, cette nouvelle 'bio-économie' porte atteinte à d'autres 'bio-économies' plus anciennes, utilisées par des paysans, des peuples forestiers et

des pêcheurs, qui fabriquent des articles ou de l'énergie à partir de la biodiversité mais à petite échelle et par des méthodes à faible impact. La nouvelle vision de la 'bio-économie' attaquerait surtout les terres et les moyens d'existence des peuples des pays du Sud, puisque la terre est de plus en plus accaparée pour produire de la canne à sucre, de la cellulose et d'autres matières premières. Du moment que 86% de la biomasse se trouve autour de l'équateur, toute application de la 'bio-économie' comportera inévitablement la transformation des tropiques et des régions adjacentes.

En outre, bien que les promoteurs de la 'bio-économie' affirment que l'abondante verdure de notre planète est la preuve que l'économie à base de biomasse est là pour qu'on la prenne, la vérité est que presque toute la biomasse terrestre de la planète est déjà réservée, puisque les plantes vivantes sont nécessaires pour accomplir des fonctions écologiques de grande valeur, comme le recyclage de l'eau et du carbone, et pour coexister avec les populations tributaires des forêts pour s'entretenir et se protéger mutuellement. Des études concernant les dégâts que les économies actuelles font déjà dans les systèmes naturels révèlent que les sociétés industrielles sont en train d'utiliser un quart de toute la biomasse, qu'elles en extraient beaucoup plus que ce que la biosphère peut supporter, et qu'elles vont bien au-delà des 'limites planétaires'. Certains promoteurs de la 'bio-économie' rêvent d'accroître la 'productivité' générale de la terre grâce aux arbres génétiquement modifiés ou aux algues, en accédant au domaine de la géo-ingénierie planétaire.

D'autre part, les technologies qui sous-tendent la 'bio-économie' ne sont pas inoffensives non plus. Il a été constaté que la combustion de biomasse pour produire de l'électricité cause des problèmes de santé considérables chez les communautés situées à proximité. L'adoption des agrocarburants a fait monter le prix des aliments et accéléré l'appropriation de terres dans le monde entier. En plus, la nouvelle biologie de synthèse implique d'utiliser des techniques de manipulation génétique extrêmes, qu'aucun chercheur ne sait encore comment évaluer en termes de sécurité. La biologie de synthèse a soulevé de fortes inquiétudes. Elle implique de fabriquer des molécules d'ADN (ADN synthétique) avec une machine opérée par ordinateur, et de modifier ensuite la composition génétique de levures, algues et bactéries par des moyens fortement innovants. Ces microbes sont 'programmés' pour transformer la biomasse et d'autres matières premières en nouveaux produits de grande valeur, en transformant le sucre en plastique ou la cellulose en carburant aviation. Contenue dans de grandes usines de fermentation, la biologie de synthèse est souvent considérée comme l'outil suprême de la 'bio-économie', une collection de 'microbes magiques' qui transformera le sucre et la cellulose des pays du Sud en produits de valeur pour les pays du Nord.

Jim Thomas, ETC Group

(1) "National Bioeconomy Blueprint", USA:

http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/microsites/ostp/national_bioeconomy_blueprint_april_2012.pdf,

et "Knowledge-Based BioEconomy", UE: <http://www.kbbe2010.be/>.

(2) La nanotechnologie concerne la manipulation de la matière au niveau de l'atome et de la molécule. À l'heure actuelle, la nanotechnologie commerciale s'occupe de la science des matériaux (c'est-à-dire que les chercheurs ont réussi à fabriquer des matériaux plus résistants et plus durables, en profitant des changements qui se produisent quand on réduit les substances à l'échelle nanométrique. Cela comporte de graves dangers, car les nouvelles nanomatériaux pourraient menacer les terres du Sud et poser de nouveaux problèmes de santé aux travailleurs et au public en général. Pour en savoir plus:

<http://www.etcgroup.org/issues/nanotechnology>.



Le WRM vient de mettre à jour un document de 2008 qui passe en revue la recherche en arbres génétiquement modifiés (GM) dans chaque pays. Ce document contient de l'information résumée concernant les 24 pays où cette recherche a lieu. Les principaux objectifs sont l'augmentation de la résistance des arbres GM aux maladies, l'amélioration de la qualité du bois et leur utilisation en tant que sources de bioénergie. La plupart des 750 essais en plein champ d'espèces d'eucalyptus, de peupliers et de pins enregistrés à ce jour dans le monde entier – sans compter les arbres fruitiers – ont lieu dans les Amériques, surtout aux SA et au Brésil. Dans ces deux pays, le moment où l'utilisation commerciale des eucalyptus GM sera autorisée est dangereusement proche. Néanmoins, il est important de regarder de près ce qui se passe dans d'autres continents. La dangereuse recherche en arbres GM, concernant surtout le peuplier, l'eucalyptus, l'hévéa et le palmier à huile, avance en Asie, avec la Chine en tête: ce pays est le deuxième du monde quant au nombre d'essais en plein champ, et le premier à avoir autorisé la commercialisation de peupliers GM.

Introduction

Les entreprises qui font des plantations industrielles veulent nous faire croire que l'utilisation d'arbres GM a beaucoup d'avantages; un des principaux qu'elles mentionnent est que la production de bois par hectare pourrait augmenter, faisant ainsi diminuer les terres utilisées. Or, ces deux dernières décennies l'industrie de plantation a déjà fait augmenter de beaucoup la productivité des arbres sans faire appel à la technologie GM. Malgré cette augmentation de la productivité par hectare, la superficie des plantations industrielles d'arbres (eucalyptus, pins, hévéas, acacias et palmiers à huile) n'a pas diminué: elle s'est multipliée par quatre (!) dans les pays du Sud.

L'introduction d'arbres GM est dangereuse. Les impacts environnementaux potentiels, que nous avons résumés dans l'article d'introduction de ce bulletin, sont nombreux et, parmi eux, figure le fait qu'il n'existe pas d'information empirique sur le comportement qu'auront les arbres transgéniques avec le temps. En général, on ne dispose pas d'information suffisante à ce sujet. Et pourtant, cette information est indispensable pour que les personnes touchées par la recherche et les essais en plein champ d'arbres GM, et celles que cette question préoccupe, puissent agir et soutenir les luttes locales. Le document mis à jour «GE tree research – A country by country overview» – est un des outils que le WRM propose pour combler cette lacune.

La recherche en arbres GM en Asie

La Chine est le seul pays du monde à avoir autorisé la commercialisation d'arbres GM non fruitiers, et le deuxième quant au nombre déclaré (78) d'expériences en plein champ. Beaucoup plus d'un million de peupliers GM résistants aux insectes ont été plantés en Chine depuis 2002. Que l'on sache, on ne tient pas de registres du nombre d'arbres ni des endroits où ils ont été plantés. Selon des fonctionnaires de l'Académie des sciences chinoise, «les deux espèces commercialisées sont des peupliers femelles à la fertilité altérée». Pourtant, en 2004, Xue Dayuan, de l'Institut des sciences environnementales de Nanjing, avait dit au China Daily que des gènes de peupliers GM étaient déjà apparus dans des variétés naturelles qui poussaient à proximité. De même, de nouveaux ravageurs étaient apparus, jusque là inconnus dans les peupliers non transgéniques. La recherche porte aussi sur le développement d'eucalyptus et d'hévéas GM.

Au Japon, des modifications génétiques ont été introduites dans plusieurs arbres comme l'eucalyptus, le cèdre japonais et le peuplier, avec des objectifs divers, dont l'augmentation du piégeage de CO₂ et celle de la qualité et la quantité de biomasse. Plusieurs universités et institutions de recherche ont travaillé ensemble avec de grandes entreprises de la pâte et du papier, comme Oji Paper. Jusqu'en 2013, 9 essais en plein champ avaient été effectués, 7 avec des eucalyptus et 2 avec des peupliers. L'essai en plein champ le plus récent (2013 – 2017) est effectué par l'université de Tsukuba avec des eucalyptus résistants au froid. D'après l'institut de recherche RIKEN, d'autres essais seront faits avec l'Institut forestier chinois de Nanjing et l'Institut des sciences forestières du Vietnam, ce dernier en collaboration avec Oji Paper.

En Inde, la recherche porte sur des hévéas GM et elle est menée par le Rubber Research Institute. En 2012, les essais en plein champ d'hévéas GM ont été approuvés par le gouvernement fédéral dans les États de Kerala et Maharashtra. Peu après, il a été annoncé que l'État de Kerala voulait maintenir son statut d'État sans OGM (organismes génétiquement modifiés), et que le gouvernement de l'État de Maharashtra avait chargé une commission d'étudier la question sous tous ses aspects.

En Indonésie, il a été annoncé il y a plus de 10 ans que l'Institut indonésien des Sciences (LIPI) travaillait, en association avec la Société japonaise pour la promotion des sciences (JSPS) à la manipulation génétique de l'acacia et du sengon pour accroître leur capacité de piégeage de CO₂. Ce projet dirigé par le Japon a abouti à la production en Indonésie de 750 acacias GM et de 400 sengons GM. Nous n'avons pas trouvé d'information récente concernant la suite de ces essais.

En Malaisie, depuis les années 1990 la recherche porte sur le palmier à huile et l'hévéa GM. Dans le cas du palmier à huile GM, le but est d'obtenir davantage d'huile d'une meilleure qualité, et la résistance aux herbicides, aux insectes et aux maladies fongiques. Avec les hévéas GM, la recherche porte sur la production de certaines protéines à valeur commerciale. Ces recherches sont menées surtout par le Malaysian Palm Oil Board et le Malaysian Rubber Board. Bien que la Malaisie s'efforce depuis les années 1990 de devenir un des leaders mondiaux en biotechnologie, la plantation commerciale de palmiers à huile ne commencera qu'à partir de 2040. Nous n'avons pas trouvé d'information sur des essais en plein champ. La lenteur du processus est due peut-être à l'opposition générale aux cultures GM qui existe en Europe, un des principaux marchés pour l'huile de palme malaise.

À Taïwan, la seule information disponible est que l'Institut de la recherche forestière taïwanais collabore avec l'université de l'État de Caroline du Nord des USA à la manipulation génétique d'eucalyptus pour accroître leur production de cellulose et leur piégeage de carbone. En 2011, les essais en plein champ d'eucalyptus GM pour la production de pâte à papier avaient déjà démarré.

En Thaïlande, le centre de recherche français CIRAD travaille avec quelques institutions de recherche thaïlandaises sur les hévéas GM, surtout pour accroître leur production de latex. Un programme de

collaboration entre des institutions de recherche françaises et thaïlandaises a été mis en place en 2008, dénommé «Plateforme de recherche en partenariat sur l'hévéa». On ne sait pas s'il y a des essais en plein champ d'hévéas GM en Thaïlande.

En Nouvelle-Zélande, la recherche s'est centrée sur le pin radiata et l'épinette de Norvège, dans le but de les rendre résistants aux herbicides, dépourvus de fleurs et produisant un bois plus facile à transformer en pâte à papier. L'opposition croît, dirigée surtout par deux organisations: GE-Free New Zealand in food & environment (Rage Inc.), et l'association Soil and Health. Cette dernière a organisé une campagne pour mettre fin aux essais en plein champ d'arbres GM de l'institut Scion et pour que les arbres soient enlevés. En janvier 2008, des militants ont suivi une démarche différente: ils sont entrés dans le site d'expérimentation d'arbres GM de Scion et ils ont endommagé 19 arbres. Un nouvel essai en plein champ entrepris par Scion en 2013 avec 375 pins a été détruit en 2014 au cours d'un cambriolage.

En Australie, la recherche porte sur des eucalyptus GM, pour obtenir qu'ils croissent plus vite, qu'ils soient stériles et que leur bois soit de 'meilleure' qualité. On ne sait pas grand-chose du travail qui se fait dans deux universités – Melbourne et Adelaïde – et encore moins de celui de l'Ensis, un accord de collaboration entre l'Organisation australienne de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO) et l'institut Néo-Zélandais de recherche, Scion. L'Australie est probablement où la recherche en eucalyptus GM est la plus dangereuse, puisque l'eucalyptus est originaire de ce pays. Toute fuite accidentelle de pollen des eucalyptus GM – par exemple de ceux qui ont été manipulés pour être stériles – pourrait facilement contaminer et mettre en danger l'avenir des écosystèmes forestiers naturels d'Australie.

Les habitants des pays où a lieu la recherche en arbres GM n'ont jamais été consultés pour qu'ils donnent leur consentement préalable, libre et en connaissance de cause, et l'information à ce sujet n'a jamais été publiée. Quand les autorités responsables de contrôler cette recherche organisent éventuellement des audiences publiques, celles-ci sont de nature technique. Cela décourage la participation des communautés touchées par les plantations et de ceux qui auraient intérêt à discuter du problème. Ce résumé sur les pays asiatiques offre un panorama des résultats des efforts d'investigation collectifs depuis 2008. Il a pour but de fournir aux organisations et aux personnes concernées de ces pays suffisamment d'information pour qu'elles puissent participer au débat.

Vous trouverez le document d'information complet (en anglais seulement): GE tree research - A country by country overview- WRM Briefing, novembre 2008 (mis à jour en août 2014), à l'adresse <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/ge-tree-research-a-country-by-country-overview/>. Si vous avez des renseignements importants qui devraient y figurer, ou si vous trouvez des erreurs ou des omissions dans les sections par pays ou dans les fiches d'information sur lesquelles le document est fondé, veuillez contacter wrm@wrm.org.uy.

L'Union européenne soutient les carburants bioénergétiques à base de bois, la destruction des forêts et l'appropriation foncière



En 2009, l'Union européenne s'est fixé l'objectif de 20 % d'énergie renouvelable pour 2020. Cet objectif sera atteint surtout en brûlant de la biomasse, essentiellement du bois (1). Dans presque toute l'Europe, on encourage l'utilisation de bois pour le chauffage et l'électricité. Ainsi, la demande de bois – qui était déjà excessivement élevée – a commencé à augmenter considérablement, tout comme la pression exercée sur les forêts européennes. En Allemagne, par exemple, plus de 15 millions de foyers ont installé des cuisinières à bois. L'extraction de bois s'est accélérée et les méthodes d'extraction sont devenues plus destructrices. On abat même de grands hêtres pour alimenter les cuisinières, ainsi que des forêts riches en biodiversité qui n'étaient pas exploitées auparavant. La plupart de la production de bois d'Allemagne est à présent brûlée (2).

D'autres pays européens encouragent surtout l'utilisation de bois dans les centrales électriques, comme le Royaume-Uni qui, en 2014, brûlera 5 millions de tonnes de granulés fabriqués avec 10 millions de tonnes de bois, bien plus que n'importe quel autre pays européen et à peu près équivalent à toute la production annuelle du pays.

Les forêts européennes sont loin d'être les seules touchées par le soutien de l'UE et de ses États membres de la bioénergie à base de bois. La demande de granulés de bois dépassant déjà la production, l'UE en a importé plus de 6 millions de tonnes l'année dernière, surtout du sud des États-Unis et du Canada. Or, pour fabriquer une tonne de granulés il faut deux tonnes de bois.

En deux années seulement, la production de granulés du sud des USA a triplé et encore plus de fabriques sont annoncées et construites (3). Elles ont un impact dévastateur. Les fabriques de granulés se concentrent près de la côte atlantique, où se trouve ce qui reste de quelques-unes des forêts tempérées les plus riches en biodiversité de la planète (4), et des écosystèmes d'eau douce habités par des milliers d'espèces dont beaucoup sont endémiques, et qui sont indispensables à la régulation des systèmes d'eau douce, dans cette région de plus en plus touchée par la sécheresse. 90 % du couvert forestier originel de la région ont déjà été dégradés ou détruits, et la plupart ont été transformés en plantations industrielles de pins pour la production de papier.

Lorsque le boom de la biomasse a démarré vers 2010, tout le monde supposait que les importations allaient provenir surtout d'Amérique du Sud et d'Afrique. Or, cela ne s'est pas produit, comme le révèle un rapport de Biofuelwatch (5). En 2010, il semblait logique que les entreprises énergétiques européennes allaient chercher du bois bon marché dans les plantations d'eucalyptus à croissance rapide et, en fait, de nombreux investissements ont été annoncés. Comme le montre l'article sur les plantations d'eucalyptus de la société brésilienne Suzano au Maranhão, Brésil, ces plantations se sont multipliées, soi-disant dans le but de produire des granulés ou des copeaux de bois pour les centrales électriques de l'UE (6). Pourtant, pour ouvrir de nouvelles routes commerciales pour la bioénergie à base de bois il aurait fallu investir dans des fabriques de

granulés, dans des voies de transport vers les ports, et dans des installations portuaires et d'expédition. Or, presque rien de tout cela n'a été fait à ce jour dans les pays du Sud (7). L'Afrique du Sud est le seul pays africain où des fabriques de granulés – trois au moins – ont été construites et ont commencé à exporter vers l'UE. Toutes ont fermé depuis, parce qu'elles n'étaient pas économiquement viables. Apparemment, aucun pays du Sud ne peut rivaliser avec l'industrie nord-américaine des granulés à une échelle significative.

Cela veut-il dire que les forêts et les communautés des pays du Sud sont à l'abri des politiques européennes en matière de biomasse ? Hélas, non. Premièrement, une bonne partie du bois extrait des forêts européennes qu'on est en train de brûler, et probablement une partie du bois qui est importé d'Amérique du Nord et transformé en granulés, aurait été utilisée par d'autres industries. Celles-ci devront chercher davantage de bois ailleurs. À mesure qu'augmente la demande mondiale de bois, augmente aussi la pression sur les forêts et sur d'autres terres qui sont affectées à la monoculture d'arbres. Deuxièmement, les entreprises mentionnent la demande de biomasse de l'UE pour justifier et attirer des investissements en accaparement de terres. Suzano peut avoir cru, en 2010, qu'elle allait pouvoir produire des granulés au Brésil et les vendre au Royaume-Uni, mais les affirmations d'autres accapareurs de terres semblent moins authentiques.

Le plus grand propriétaire de plantations d'arbres d'Afrique est Green Resources. Cette société vient de fusionner avec la Global Solidarity Forest Fund et possède maintenant plus de 40 000 hectares de plantations au Mozambique, en Tanzanie et en Ouganda, lesquelles ont eu de graves répercussions bien documentées sur les communautés locales et l'environnement (8). Le site web de Green Resources mentionne le potentiel européen de production de granulés de bois, mais aucun projet d'investissement dans ce domaine n'a été publié et les références à ce nouveau marché 'prometteur' pourraient n'avoir d'autre but que d'attirer davantage de crédits.

Une autre société, Miro Forestry, semble avoir obtenu des fonds par l'intermédiaire d'un fonds d'investissement allemand ; elle affirme avoir signé un accord de coopération pour mettre en place une affaire panafricaine de biomasse à base de copeaux de bois qui approvisionnerait l'UE et les marchés intérieurs (9). Cependant, on ne trouve rien à l'appui de cette affirmation dans son site web ni dans ceux de ses partenaires supposés ; aucune trace non plus de quelqu'un qui serait en train de construire l'infrastructure nécessaire pour produire et exporter les copeaux de bois. Miro Forestry déclare qu'elle a obtenu des contrats de location sur plus de 12 000 hectares au Ghana et en Sierra Leone. À ce jour, plus de 1 000 hectares ont été plantés, surtout d'eucalyptus (10).

L'African Plantations for Sustainable Developments (APSD) est un exemple frappant de société européenne qui justifie son accaparement de terres par des affirmations non crédibles concernant l'électricité de biomasse, bien que ces affirmations ne portent pas sur les exportations potentielles. L'APSD propose de faire des plantations au Ghana pour générer 600 MW d'électricité en brûlant du bois dans de nouvelles centrales électriques. Ce projet dépasserait la capacité de production de biomasse du Royaume-Uni, et demanderait un investissement de plusieurs milliards de dollars (11). Bien que sa publicité ait l'air d'un canular, d'après Land Matrix, un service indépendant de surveillance des activités foncières, les activités d'accaparement de terres de l'APSD sont les plus importantes du pays. En avril 2014, une agence de presse ghanéenne a rapporté que l'APSD était en train de déplacer près de 2 000 habitants de la région de Brong Ahafo, et que le MP local avait annoncé que la production de vivres et la sécurité alimentaire de la région étaient menacées.

Les politiques actuelles de l'UE en matière de biocarburants ont un précédent : d'après l'ONG ActionAid, en 2013 les investisseurs européens s'étaient déjà emparés de 6 millions d'hectares en Afrique, soi-disant dans le but de produire des biocarburants pour l'exportation. Or, l'UE n'importe pratiquement pas de biocarburants d'Afrique. En revanche, le simple battage publicitaire et les attentes concernant ces 'possibilités' ont suffi à déclencher une des appropriations foncières les plus importantes du monde. Quelque chose de semblable peut

commencer à se produire maintenant, par suite de la politique erronée de l'UE en matière de biomasse.

Almuth Ernsting, Biofuelwatch, Royaume-Uni

1. http://www.ieep.eu/assets/753/bioenergy_in_NREAPs.pdf
2. <http://www.forumue.de/fileadmin/ temp /FORUM Rundbrief0413 web 01.pdf>
3. <http://biomassmagazine.com/articles/10311/north-american-wood-pellet-exports-to-europe-double-in-2-years>
4. <http://www.dogwoodalliance.org/southern-forests/coastal-forests/>
5. <http://www.biofuelwatch.org.uk/2014/biomass-landgrabbing-report/>
6. <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/eucalyptus-plantations-for-energy-a-case-study-of-suzanos-plantations-for-wood-pellet-exports-in-the-baixo-parnaiba-region-maranhao-brazil/>
7. Signalons que Biofuelwatch n'a regardé que les importations potentielles vers l'UE. On a signalé l'existence d'investissements sud-coréens dans la plantation d'arbres en Asie du Sud-est, soi-disant pour fabriquer des granulés de bois et les exporter peut-être vers la Corée du Sud, mais il n'existe encore aucune étude sur le commerce de biomasse entre des pays asiatiques.
8. [http://timberwatch.org/uploads/TW%20Tanzania%20CDM%20plantations%20report%20low%20res%20\(1\).pdf](http://timberwatch.org/uploads/TW%20Tanzania%20CDM%20plantations%20report%20low%20res%20(1).pdf), <http://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section2/mozambique-more-denunciations-against-chikweti-a-company-financed-by-a-nordic-solidarity-fund/>
9. http://users5.nofeehost.com/pharos/12_01_2012.pdf
10. <http://www.finnfund.fi/ajankohtaista/uutiset14/fi FI/miro forestry company finnfund/>
11. <http://www.hbs.edu/environment/mission-and-impact/Pages/profile-details.aspx?profile=elorentzen>

Des plantes vouées à la déconstruction? L'utilisation de cellulose de bois pour la fabrication de carburants



Beaucoup de personnes du monde entier dépendent du bois comme combustible pour la cuisine et le chauffage mais, de plus en plus, des intérêts commerciaux et industriels se tournent vers le bois pour produire la soi-

disant 'bioénergie'. Dans l'UE et dans les USA, d'énormes centrales électriques au charbon brûlent maintenant, en même temps, de grands volumes de bois. Certaines centrales au charbon sont transformées pour fonctionner aux granulés de bois et, pour ce faire, sont récompensées dans certains pays avec des subsides à 'l'énergie renouvelable'. Ces installations énergétiques consommant de grandes quantités de bois, un nouveau marché international des copeaux et des granulés de bois a été créé, qui représente une menace supplémentaire pour les forêts, les écosystèmes, les droits de l'homme et le climat (1).

Cependant, il est plus difficile de transformer le bois en carburant liquide. La plupart des carburants liquides utilisés à l'heure actuelle pour les transports – et, en moindre mesure, pour la génération d'électricité – sont tirés du maïs, de la canne à sucre et du colza, mais l'industrie et les défenseurs d'une 'économie biologique' comptent beaucoup sur les carburants liquides à base de bois et sur d'autres carburants dits de seconde génération quand ils prévoient l'utilisation future de combustibles liquides. De fortes sommes d'argent ont été affectées à la recherche et au développement pendant de nombreuses années; pourtant, la production commerciale de carburants liquides à base de bois reste peu significative.

C'est que pour transformer le bois en carburant liquide il faut de l'énergie. Suivant le processus utilisé, l'énergie consommée peut l'emporter sur l'énergie que produira le carburant. En plus, il est cher de faire des carburants liquides avec du bois. Plusieurs projets, dont Choren en Allemagne et Range Fuels aux USA (État de Géorgie), qui devaient produire du carburant liquide à base de bois, ont fait faillite. Néanmoins, l'intérêt se maintient, tout autant que les subventions publiques, surtout de la part des militaires et de l'industrie aéronautique des USA, qui voient les carburants liquides à base de biomasse comme essentiels pour leur avenir, puisqu'il n'y a pas d'autres options pour faire fonctionner les équipements militaires et les avions.

Il existe deux procédés pour transformer la biomasse solide, comme le bois, en carburant liquide: le premier est à base de chaleur et de pression et, malheureusement pour l'industrie, il requiert trop de chaleur et de pression pour être rentable du point de vue économique et énergétique.

L'autre dépend de la biotechnologie, c'est-à-dire de la manipulation de microbes et d'enzymes pour rompre plus facilement les parois cellulaires. Ainsi, la cellulose du bois est plus facile à transformer en éthanol. Les inconvénients sont nombreux, mais l'un des obstacles principaux est la lignine. La lignine est ce qui donne aux parois cellulaires du bois leur forte structure, permettant aux bois de pousser bien droits vers le ciel. Or, la lignine entrave la transformation du bois en éthanol et d'autres carburants liquides car elle rend difficile l'accès aux sucres de la cellulose et produit de grands volumes de sous-produits de basse qualité (déchets).

La modification génétique des arbres pour qu'ils aient moins de lignine ou une lignine modifiée est donc un des objectifs principaux de la recherche biotechnologique sur les arbres. Une démarche complémentaire consiste à utiliser de nouvelles techniques biologiques de synthèse pour modifier les microbes qui produisent des enzymes qui dégradent la lignine (et ensuite, pour transformer les sucres en carburants et d'autres produits chimiques).

Pour comprendre les recherches en cours et les mentalités qui les sous-tendent, il convient de jeter un coup d'œil aux publications scientifiques. Dans un document récent intitulé «Lignin Bioengineering», les auteurs déclarent: «La lignine est le principal matériau responsable du caractère récalcitrant [la résistance à la rupture] de la biomasse, elle n'a presque aucune utilité industrielle, et elle ne peut pas être retirée des plantes sans leur causer de graves défauts de développement. Heureusement, des études récentes signalent que la composition et la distribution de la lignine peuvent être manipulées jusqu'à un certain point, en utilisant des promoteurs spécifiques des tissus pour réduire sa résistance à la rupture, changer ses propriétés biophysiques et augmenter sa valeur commerciale. En outre, l'apparition de nouveaux outils de la biologie de synthèse pour le contrôle biologique [...] ouvre de nouvelles voies à la manipulation génétique». (2)

Les techniques biologiques de synthèse sont parfois considérées comme de 'l'ingénierie génétique extrême'.

Elles emploient de nouvelles possibilités informatiques qui permettent aux chercheurs d'analyser et de synthétiser les codes génétiques sur l'ordinateur, en travaillant non pas avec un gène ou deux mais avec des séquences de centaines de gènes. Ces techniques permettent de construire de nouvelles formes de vie (des microbes, dont des levures, des bactéries E-Coli et des micro-algues) programmées pour fonctionner comme des 'usines chimiques vivantes' pour fabriquer des produits chimiques et des composés considérés comme 'utiles' pour les gens. Les risques sont élevés et nombreux, surtout parce que le confinement et le contrôle des microbes est pratiquement impossible. Or, la biologie de synthèse avance rapidement. Elle est utilisée par beaucoup d'entreprises de biocarburants parmi les plus grandes, comme le géant agro-industriel Syngenta et la société chimique allemande BASF (3). D'autre part, certains autres produits dérivés de la biologie de synthèse, autres que des carburants, comme des parfums, des médicaments et d'autres encore, sont déjà commercialisés sans supervision ni réglementation (4).

Dans un autre document scientifique récent nous lisons: «La modification de la lignine [...] est un moyen prometteur pour produire des plantes conçues pour être déconstruites». (5)

Des manipulations qui aboutissent au déboisement

Des demandes d'autorisation pour commercialiser des arbres génétiquement modifiés ont été présentées au Brésil et aux USA. Une campagne internationale pour empêcher cette commercialisation est en train de gagner du terrain, et l'on peut espérer que ce mouvement sera aussi 'récalcitrant' que la lignine elle-même (6).

La campagne met en lumière les dangers potentiels de contamination d'espèces sauvages d'arbres par des traits 'déconstructifs', et la fuite inéluctable de microbes dévoreurs de lignine des laboratoires et des raffineries. La campagne réclame l'interdiction de la commercialisation d'arbres GM. De même, la demande d'un moratoire sur la commercialisation de produits dérivés de la biologie de synthèse est en train de prendre de la vitesse.

Les effets destructeurs des plantations industrielles d'arbres sur les communautés de la zone sont bien connus. Les arbres génétiquement modifiés sont destinés à des plantations de ce genre et ne feront qu'aggraver les problèmes. On ne connaît pas les conséquences que peut avoir la biologie de synthèse, mais on sait déjà que certains produits en cours de développement vont porter atteinte aux moyens de subsistance (par exemple, les cultivateurs de vanille risquent de se voir supplanter par les producteurs de vanille synthétique). En outre, toute libération de microbes synthétiques qui digèrent la cellulose des plantes risque d'être désastreuse pour l'environnement. Enfin, la très grande quantité de bois nécessaire pour fabriquer des carburants liquides à l'échelle industrielle risque d'intensifier de façon spectaculaire le déboisement et la transformation d'écosystèmes et de forêts indigènes en plantations.

L'idée même de manipuler et de modifier génétiquement les arbres, les microbes et d'autres formes de vie pour assouvir la demande insatiable de carburants, de produits chimiques et de matériaux, est dépourvue de toute moralité. La mentalité arrogante et réductionniste qui considère la nature comme quelque chose à manipuler pour des raisons commerciales ignore absolument les interconnections profondes, complexes et belles de tous les êtres vivants, qui sont le résultat de notre héritage évolutif commun.

Rachel Smolker, BiofuelWatch USA

1. Pour en savoir plus voir: <http://www.biofuelwatch.org.uk/2013/chain-of-destruction/> et <http://www.pfpi.net/trees-trash-and-toxics-how-biomass-energy-has-become-the-new-coal>
2. Aymerick, Eudes, Liang, Y., Mitra, P. et Loque, D. 2014. Lignin Bioengineering. Current Opinion in Biotechnology 26: 189-198.
3. Voir: <http://www.biofuelsdigest.com/bdigest/2014/05/04/the-complete-2014-5-minute-guides/>
4. Pour davantage d'information voir: <http://www.etcgroup.org/issues/synthetic-biology>

5. Wilkerson et d'autres, 2014. Monolignol Ferulate Transferase Introduces Chemically Labile Linkages Into the Lignin Backbone. Science 344 (90).
 6. Pour en savoir plus: <http://stopgetrees.org>.
-

Ouganda: les plantations comme puits de carbone profitent aux investisseurs et certificateurs étrangers, mais les communautés perdent leurs moyens d'existence



La plantation commerciale d'arbres située dans le district de Kiboga, le 'couloir de bétail' de la région occidentale d'Ouganda, porte le nom de «Réserve de forêt de Kikonda» et couvre 12 182 hectares qui appartiennent à l'Autorité forestière nationale du pays (NFA). Cependant, la terre est gérée par la société privée allemande Global-Woods AG. Le projet de plantation a démarré en 2002, grâce à une concession pour

la 'culture d'arbres' octroyée par la NFA. Chaque année, près d'un million d'arbres sont plantés sur une superficie de 1 000 hectares, dans le but de piéger du dioxyde de carbone de l'atmosphère et de le 'stocker', mais aussi de produire des grumes de sciage et du bois énergie (1).

Le contrat permet à Global-Woods de planter et de 'récolter' des arbres – bien que la zone soit, officiellement, une 'réserve naturelle' – en échange d'un paiement unique de 410 USD et d'une redevance annuelle d'environ 4,10 USD pour chaque hectare planté. Rien n'est payé pour les zones où l'entreprise n'a pas planté d'arbres. Quand le gouvernement ougandais a compris que les investisseurs tiraient profit du système, il a essayé de négocier des conditions plus favorables pour la Réserve de Kikonda avec l'Institut für Entwicklung und Umwelt (IEU), une société allemande dirigée par un ancien membre écologiste du Parlement européen, l'entreprise s'y est opposée, en disant: «Notre avion pour l'Allemagne part cette nuit; il faudra signer maintenant ou jamais» (2).

Depuis le début de la mise en œuvre du projet, Global-Woods a eu des conflits permanents avec les communautés locales, auxquelles on a interdit de couper des arbres, de pratiquer l'agriculture ou de faire paître des animaux dans la zone. La loi ougandaise interdit de récolter du bois pour faire du charbon et de faire paître du bétail dans les 'réserves', mais cette loi n'était pas appliquée avant le projet. Ces restrictions ont provoqué également des contradictions dans la gestion; tandis qu'à certaines époques le pâturage était autorisé moyennant le paiement d'un tarif, à d'autres moments on y appliquait des amendes d'environ 400 USD. Les éleveurs ont perdu l'accès à des 'digues de vallée' spécialement construites pour eux en 1992, en collaboration avec Irish Aid. Après 2009, une évaluation intérieure a indiqué qu'il fallait changer de stratégie, et l'entreprise a construit deux digues pour l'accès du bétail à l'extérieur de la réserve (3).

Cette plantation d'arbres est certifiée par la méthode CarbonFix, un système de certification des projets de compensation d'émissions. CarbonFix vient d'être achetée par la société Gold Standard, qui certifie des projets de vente de crédits carbone (4). Dans leur rapport, les certificateurs confirment que le projet est censé stocker 888,033 tonnes d'équivalent CO₂ pendant la période de 50 ans sur lesquelles portent les calculs (bien que le bail de Global-Woods soit de 49 seulement, et que la plantation n'ait pas commencé immédiatement); le volume 'piégé' se traduit par des crédits carbone que le propriétaire du projet peut vendre. Le projet a été certifié également suivant la norme CCB (Climate, Community and Biodiversity Standard), un autre système qui a déterminé des critères pour évaluer les projets de vente de compensations de carbone, surtout par rapport à leurs impacts écologiques et sociaux. Une troisième équipe de consultants a certifié la gestion des plantations d'arbres en appliquant les normes du Forest Stewardship Council (FSC). Il faut donc se demander comment un projet truffé de conflits et de contradictions a pu être soutenu par tant de systèmes de certification.

La norme CCB exige que le projet rapporte des bénéfices nets aux communautés, et le document descriptif du projet (DDP) doit présenter «une estimation crédible» des avantages nets pour le bien-être des communautés qui découleront des activités du projet. Le DDP concernant Kikonda affirme que les communautés voisines de la plantation auront des possibilités d'emploi et pourront planter des arbres sur des terres privées par l'intermédiaire d'une organisation qui s'est formée autour du projet. Pourtant, seuls les propriétaires de terres peuvent profiter des activités de plantation d'arbres; or, un rapport de Global-Woods révèle que seulement 4 % des familles des alentours du projet ont des titres de propriété de la terre qu'elles cultivent. Il était prévu aussi que les membres de la communauté puissent profiter aussi directement des paiements pour le carbone forestier des arbres plantés dans une zone tampon entourant le projet, mais cette initiative a déjà échoué et elle a été annulée.

Le DDP affirme aussi que, du moment que le projet se contente d'appliquer la loi, il ne peut pas être tenu pour responsable des conséquences. Le pâturage, la fabrication de charbon et la récolte de bois de feu étant interdites dans la réserve de Kikonda par les normes de la NFA, les membres des communautés «devront mettre fin à leurs activités illégales dans la réserve et chercher du travail ailleurs». L'entreprise affirme qu'on a

accordé suffisamment de temps aux personnes touchées pour qu'elles «se décident à accepter les emplois proposés par le projet ou à trouver d'autres manières de gagner de l'argent». D'autres «ont encore la possibilité de maintenir leur mode de vie en travaillant à d'autres endroits du pays». En outre, le DDP de 2008 dit que les gardes de sécurité employés par la direction du projet «patrouillent constamment la zone de la réserve pour empêcher toute activité illégale. Ces patrouilles rappellent tout le temps aux gens de la zone que la réserve ne peut être utilisée que pour planter des arbres. Du moment que le gouvernement n'a pas le personnel nécessaire pour arrêter les coupables sur le terrain, ces gardes de sécurité s'en chargent et les conduisent s'il le faut au poste de police». (5)

Les communautés environnantes se plaignent de nombreux conflits avec le projet: amendes, arrestations arbitraires et confiscation du bétail qui entre dans la réserve, refus d'accès aux réservoirs d'eau qui avaient été construits pour la population, corruption généralisées des gardes forestiers, etc. En 2011 seulement – 9 ans après le début du projet – Global-Woods a effectué ce qu'elle appelle une «étude socio-économique de base». Le rapport confirme de nombreux problèmes que les communautés avaient dénoncés, et révèle aussi des lacunes considérables dans les connaissances sur les communautés de la zone qu'avaient les promoteurs du projet. Le rapport d'enquête le plus récent dit: «À l'origine, on avait supposé qu'il y avait 20 communautés, et l'intention était de les inclure toutes. Pendant l'enquête, nous avons appris qu'il y en avait davantage, et nous avons enregistré au total 44 communautés». Cela veut dire que Global-Woods ne connaissait pas du tout la zone des environs, et que les inspecteurs de plusieurs systèmes de certification avaient certifié le projet en dépit d'erreurs aussi fondamentales dans la documentation correspondante.

Le rapport de validation du projet de CCB montre bien que les inspecteurs avaient remarqué beaucoup d'erreurs du projet concernant les effets négatifs sur les communautés, les bases de référence et la supervision. Néanmoins, au lieu d'exiger que ces problèmes soient résolus, on a demandé au projet de prendre certaines mesures... à un stade ultérieur. Les inspecteurs lui ont même délivré un certificat de niveau 'Silver', en se fondant en partie sur le fait que le projet respectait les critères concernant les «meilleures pratiques quant à la participation communautaire».

De même, les projets certifiés par CCB doivent avoir «des effets positifs nets sur la biodiversité à l'intérieur des limites de la zone du projet et pour la durée de ce dernier», par rapport à la situation de départ. Ils ne doivent pas avoir d'effets négatifs sur les espèces de la Liste rouge de l'UICN, où figurent les espèces en danger, ni sur celles d'une liste nationale reconnue. Or, le projet de Kikonda implique de remplacer par de grandes plantations industrielles d'arbres les forêts dégradées, les prairies et les fourrés qui s'y trouvent. Sans aucun doute, cela aura de graves effets sur l'environnement et provoquera directement la diminution de la biodiversité de la zone.

Le projet propose de compenser ces effets négatifs en conservant et en augmentant la biodiversité dans une 'zone de conservation' plus petite à l'intérieur de ses limites. Ainsi, le projet de compensation de carbone renfermerait également un projet de 'compensation de biodiversité'. Or, en regardant la carte on se rend compte que la 'zone de conservation' n'a pas été définie à partir de considérations concernant la biodiversité: il s'agit d'une ravine marécageuse où coule une rivière. La zone réservée n'est donc pas appropriée pour la plantation de pins et, en outre, les normes de la NFA interdisent de planter dans au moins une partie des zones de ce type.

Ainsi, les membres de la communauté voient disparaître leurs moyens d'existence, et reçoivent en échange de vagues promesses d'emploi (mal payé) dans les plantations que l'on crée sur les terres dont ils avaient l'usage selon la loi coutumière. Tandis que la population locale est criminalisée ou directement expulsée, les entreprises étrangères, les certificateurs et les investisseurs, grâce aux concessions et à une législation favorable au capital privé, peuvent vendre du bois et des crédits carbone à leur propre profit.

L'information utilisée dans cette article est tirée du rapport 2013 de la Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC), "REDD Plus or REDD 'Light'? Biodiversity, communities and forest carbon certification", <http://www.redd-monitor.org/wp-content/uploads/2013/02/REDD-plus-or-REDD-light130121.pdf>, et de "Tree Trouble", rapport compilé par Friends of the Earth, WRM et FERN, <http://www.sinkswatch.org/sites/fern.org/files/pubs/reports/treetr.pdf>.

1. <http://www.uganda.global-woods.com/3.html>.
2. http://www.blackherbals.com/climate_justice_now.htm
3. Nel, A, Forthcoming thesis, Sequestering market environmentalism: A geography of carbon forestry and unevenness in Uganda, université d'Otago, Nouvelle-Zélande.
4. <http://www.carbonfix.info/>.
5. https://s3.amazonaws.com/CCBA/Projects/Kikonda_Forest_Reserve_Reforestation_Project/CCBS_KFR.pdf.

Honduras: criminalisation du peuple garifuna qui défend son territoire face à l'avancée du palmier à huile



Au début du XVIIe siècle, à l'époque coloniale, des naufragés africains arrivèrent aux côtes des Caraïbes où vivait le peuple kalinagu ou caraïbe. Avec le temps, un processus de syncrétisme culturel donna lieu à l'ethnogenèse du peuple garifuna. De cette fusion surgirent la langue, la religion et les traditions garifunas. C'est ainsi que le peuple garifuna s'établit sur les côtes de plusieurs pays centraméricains, à l'embouchure des fleuves et sur les bords des marécages, où il pratiqua la pêche et l'agriculture de subsistance.

Au Honduras, le peuple garifuna est établi sur la côte nord du pays, où il a lutté sans cesse pour défendre son territoire. À la fin du XIXe siècle, l'État lui reconnaît le droit au territoire et lui remet les premiers titres de propriété collectifs. Malgré cela, au XXe siècle, les communautés ont commencé à perdre leurs territoires sous la pression des transnationales bananières qui souhaitaient exploiter ces terres. Avec l'accord de l'État, une bonne partie du territoire garifuna est passée aux mains d'entreprises étrangères.

Sans écouter les réclamations du peuple garifuna, l'État a permis que, presque cent plus tard, la même histoire se reproduise: l'enclave bananière est devenue une enclave de palmiers. (1)

Le cas de la communauté garifuna d'Armenia

Avec l'essor bananier arrive la Standard Fruit Company, porteuse d'une proposition de travail très prometteuse, et la communauté d'Armenia doit se déplacer vers un autre secteur de la côte, toujours en territoire garifuna. Elle se réinstalle et prend le nom de Nueva Armenia. Or, les promesses de travail ne répondent pas aux attentes, et les pressions territoriales et les différences culturelles avec les nouveaux venus commencent à se faire sentir. De nouvelles coutumes sont imposées pour la gestion du territoire et la possession de la terre. La communauté garifuna perd l'accès aux forêts voisines et aux zones côtières où elle obtenait une partie de sa nourriture et des matériaux pour construire ses maisons. Les terres qui avaient des titres communautaires entrent en conflit avec l'accaparement des mêmes terres par la transnationale bananière, qui avait l'autorisation de l'État lui-même.

En plus, dans les années 1990 le palmier africain commence à envahir, lui aussi, le territoire garifuna, dans les environs de Nueva Armenia. L'Institut national agraire et la municipalité prennent des positions contraires: tandis que l'un reconnaît le territoire garifuna, l'autre cède les mêmes terres à de petites coopératives de production de palmier.

Quand la concession de la Standard Fruit Company arrive à terme, l'entreprise voit que la production de bananes n'est plus rentable et abandonne le territoire garifuna d'Antigua Armenia. Elle rend les terres à la municipalité, mais celle-ci ne tient pas compte du droit d'occupation historique du peuple garifuna et entreprend des démarches pour céder ces terres une fois de plus, cette fois pour la plantation de palmiers africains.

La stratégie utilisée par les nouveaux propriétaires, aussi bien dans les environs de Nueva Armenia que dans les terres d'Antigua Armenia, a consisté à constituer d'abord des coopératives de production de palmier, condition nécessaire pour avoir droit à un titre de propriété. Une fois celui-ci obtenu, ils transfèrent la terre et la plantation de palmiers à une entreprise unique. La communauté dit que cette entreprise appartient à un groupe économique local mais, en fait, on ne connaît pas les propriétaires qui, en toute impunité, ont acquis progressivement une bonne partie du territoire garifuna.

Ces dernières années, l'avancée des plantations de palmiers africains a comporté la destruction des forêts qui restent, la pollution des cours d'eau par l'utilisation de produits agricoles chimiques et la perte de la souveraineté alimentaire du peuple garifuna. Presque 80 % du territoire de la communauté garifuna sont occupés par des plantations de palmiers africains.

Voyant que les titres octroyés par l'État au début des années 1900 n'étaient pas respectés par l'État lui-même, et que la nouvelle entreprise était en train d'occuper et de détruire ce qui restait de leur territoire ancestral, les garifunas décident de récupérer leurs terres et de faire valoir leurs titres communautaires.

En janvier 2014 on a vu des machines qui défrichaient tout ce qui restait du territoire garifuna. La communauté porte plainte à la municipalité et elle décide d'installer le Campamento Resistencia (Campement Résistance) dans la zone d'Antigua Armenia. Il y a là près de 80 membres de la communauté qui résistent à l'avancée des palmiers. En effet, malgré la plainte présentée, l'entreprise a poursuivi ses activités. Jour après jour on voit comment ce nouvel assaut de l'agro-industrie essaie d'avancer de quelques mètres supplémentaires, encerclant le campement et ne laissant qu'une sortie vers la mer.

En août, la police fait irruption dans le village, déchire son drapeau et arrête plusieurs habitants. Accusés d'usurper leur propre terre, ils restent en détention pendant plus de 6 heures. Par conséquent, les autres membres de la communauté se mobilisent aussi, mais en retournant au campement ils découvrent que leurs maisons et tous leurs biens ont été brûlés. Pourtant, ces représailles ne les effraient pas; au contraire, avec une force enviable, ils sont en train de reconstruire leurs maisons. (2)

Les membres de la communauté sont en état d’alerte permanent, face à la possibilité d’un assaut de l’entreprise ou de la police. Ils savent que le gouvernement local ne les protège pas, «c’est un État qui ne gouverne pas pour les pauvres, qui ne reconnaît pas le droit ancestral du peuple garifuna à la terre», déclarent les membres de l’Organisation fraternelle noire hondurienne, OFRANEH. (3)

Les tentatives d’enlèvement, l’arrestation policière et l’expulsion sont quelques-unes des conséquences que subissent les membres des communautés garifunas pour rester fermes dans la défense de leur territoire. Pour cette raison, ils ont commencé à porter leurs réclamations au domaine international. Pendant la dernière audience de la Cour interaméricaine des droits de l’homme qui s’est réunie en septembre 2014 au Paraguay, le peuple garifuna a exposé sa situation et, à présent, une action en justice internationale a été intentée contre l’État du Honduras.

Dans le but de rendre plus visible cette résistance, de montrer que le peuple garifuna n’est pas seul dans ce combat, et de dénoncer les conséquences de l’avancée des plantations industrielles de palmier africain, une rencontre internationale a été organisée en septembre à La Ceiba, Honduras. Des organisations et des réseaux d’Amérique latine s’y sont réunis avec des communautés indigènes, paysannes et garifunas pour discuter des impacts de la monoculture à grande échelle. Dans le cadre de cette rencontre, une visite de la communauté de Nueva Armenia et du Campamento Resistencia a été effectuée, où l’on a pu constater le bien-fondé des plaintes et des réclamations du peuple garifuna.

Elizabeth Díaz, membre du secrétariat international du WRM

1. "Estado de Honduras deniega condición de indígena al pueblo Garifuna", <http://ofraneh.wordpress.com/2014/08/20/estado-de-honduras-deniega-condicion-de-indigena-al-pueblo-garifuna/>.
2. “Nueva Armenia y su lucha por la vida y la soberanía”, <http://www.rel-uita.org/index.php/es/agricultura/soberania-alimentaria/item/5450-nueva-armenia-y-su-lucha-por-la-vida-y-la-soberania>.
3. Organización Fraternal Negra Hondureña, fédération du peuple garifuna du Honduras pour la défense de ses droits culturels et territoriaux, <http://www.ofraneh.org>.

Les arbres GM menacent les forêts indigènes d’Amérique du Nord



Un arbre GM est celui dont l'ADN a été modifié au moyen de techniques de manipulation génétique. Dans la plupart des cas, le but est d'introduire dans la plante une caractéristique nouvelle que l'espèce ne possède pas naturellement, comme la résistance à certains pesticides ou herbicides. La commercialisation d'arbres génétiquement modifiés (GM) comme l'eucalyptus ou le peuplier aurait des de fortes implications irréversibles sur l'environnement et la société. Cela est particulièrement vrai dans le cas des forêts et des peuples du sud-est et du nord-ouest des États-Unis. La recherche en biotechnologie appliquée aux arbres est soutenue par le gouvernement, et elle a reçu des millions de dollars en subventions. Les parcelles d'essai d'arbres GM s'étendent sur 19 États du pays et couvrent plus de 600 acres (1).

Le soutien des arbres GM fait partie d'une vaste stratégie à multiples facettes qui vise à utiliser la biomasse de plantes vivantes pour remplacer le charbon et le pétrole dans la production d'énergie, la fabrication et la production. Cette stratégie est parfois dénommée 'bio-économie'. Le bois, par exemple, est utilisé sous la forme de copeaux et de granulés à la place du charbon, bien que les émissions de CO₂ et d'autres polluants provenant de la combustion du bois puissent être plus fortes que celles du charbon (2).

Le bois est visé aussi pour fabriquer des carburants liquides pour l'aviation et les véhicules militaires, et plusieurs autres produits chimiques et composés à usage industriel (voir l'article « Des plantes vouées à la déconstruction » dans ce même bulletin). Depuis 2013, les normes des USA sur les carburants renouvelables (Renewable Fuel Standard) spécifient qu'une partie des biocarburants mélangés à l'essence doit consister en carburants 'cellulosiques avancés', fabriqués surtout à partir de 'déchets' agricoles comme les feuilles et les tiges du maïs, et de bois. Or, cela s'est avéré difficile et, pour l'instant, presque aucun de ces carburants n'est produit à l'échelle commerciale. Néanmoins, les biotechnologues s'efforcent de fabriquer des arbres qui croissent très vite et qui puissent être « déconstruits » plus facilement en carburants, produits chimiques et le reste. Des sociétés comme ArborGen, spécialisée dans la production biotechnologique d'arbres, cherche à répondre à la demande insatiable de bois et proclame qu'elle offre « davantage d'arbres sur moins de terre ». Elle essaie d'obtenir l'autorisation de commercialiser (que l'on appelle aussi déréglementation parce que si la commercialisation est approuvée elle ne sera plus contrôlée par l'USDA) un eucalyptus GM résistant au froid (code EH1), dans le but de faire de grandes plantations de cet arbre dans tout le sud des USA.

Pendant ce temps, les peupliers GM font l'objet de recherches dans le Nord-ouest Pacifique, où il existe un intérêt particulier pour les carburants aviation. Tom Vilsack, secrétaire du département de l'agriculture des USA (USDA), a été un défenseur fervent des biocarburants et des arbres GM. Il voit ces derniers comme un moyen de produire les grandes quantités de biomasse qu'il faut pour satisfaire une partie minuscule de la demande d'énergie.

Sous sa direction, et en association avec le département de l'énergie, au moins 136 millions de dollars ont été affectés au soutien de la recherche en biocarburants dans le Nord-ouest Pacifique. Parmi les chercheurs figurent des sociétés privées et des universités comme l'université de Washington, l'université de l'État de Washington et l'université de l'État d'Oregon, où des recherches en peupliers GM sont en cours. À l'heure actuelle, il y a presque 100 000 acres de plantations de peupliers hybrides à croissance rapide dans tout le Nord-ouest Pacifique, du sud de l'Oregon à la Colombie-Britannique au Canada. Les hybrides diffèrent des arbres GM en ce qu'ils sont le résultat du croisement de deux espèces de peuplier différentes. L'hybridation peut se produire dans la nature, mais non la modification génétique. L'objectif est d'augmenter de 400 % la superficie de ces plantations dans la région, pour répondre à la demande industrielle de biocarburants et de papier, en faisant la transition des arbres hybrides aux arbres génétiquement modifiés.

Cependant, l'eucalyptus GM (EH1) résistant au froid et les peupliers GM sont truffés de complications. L'EH1 est composé de deux hybrides ; *Eucalyptus grandis* et *Eucalyptus urophylla*. Les deux espèces se sont avérées envahissantes en Florida, USA, où il y a des parcelles d'essai. D'après le Service forestier des USA, l'EH1 consomme 20 % plus d'eau que les espèces indigènes et, en plus, il est très inflammable. Il est conçu pour accroître sa résistance au froid, ce qui fera augmenter le risque qu'il concurrence les forêts indigènes. ArborGen cherche à rendre ses arbres stériles, mais la stérilité à 100 % est impossible à garantir.

Les peupliers sont manipulés génétiquement pour qu'ils résistent aux maladies et aux herbicides, qu'ils croissent vite et qu'ils aient moins de lignine, entre autres choses. La lignine est la partie fibreuse de l'arbre, qui leur donne leur rigidité. Il arrive aussi qu'elle constitue une barrière que les scientifiques doivent rompre pour transformer les arbres en carburants liquides. Il y a 30 espèces de peupliers originaires de l'hémisphère nord, de sorte que le risque de contamination est profondément inquiétant, car les peupliers peuvent disperser leur pollen sur des centaines de kilomètres. Le confinement n'est pas possible et, une fois que la contamination a eu lieu, les possibilités de marche arrière sont presque nulles. D'ailleurs, les peupliers peuvent pousser aussi des souches ; puisque cela fait plus de 13 ans que l'on teste des peupliers GM aux USA, la contamination des peupliers indigènes a pu déjà se produire.

Les parcelles d'essai de l'EH1 ont été autorisées dans sept États du sud des USA, et l'USDA, la même institution qui finance la recherche en arbres GM et qui est manifestement laxiste en ce qui concerne le contrôle de la biotechnologie, examine en ce moment la pétition de déréglementation présentée par ArborGen. L'évaluation d'impact environnemental, qui analyse les effets cumulés sur l'eau, la santé humaine, la qualité de l'eau, le sol, etc., doit être publiée bientôt, mais l'opposition aux arbres GM augmente à mesure que les gens deviennent conscients des dangers. Avant que l'USDA ne ferme la période destinée à commenter l'évaluation d'impact environnemental concernant les parcelles d'essai d'eucalyptus GM, plus de 40 000 personnes ont manifesté leur opposition aux tests. En mai 2013, la plus grande manifestation contre les arbres GM a rassemblé des centaines de personnes devant le local où avait lieu la Conférence sur la biotechnologie forestière accueillie par l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO). En novembre 2013, une rencontre stratégique de nombreuses organisations qui s'opposent aux arbres GM a eu lieu aux USA, pour dénoncer les risques que comportent ces arbres. Le 14 mai 2014, des manifestants ont interrompu un événement sponsorisé par ArborGen. À présent, la campagne « STOP GE trees », une coalition internationale d'organisations du monde entier qui réclament l'interdiction des arbres GM, remporte de plus en plus d'adhésions.

La résistance aux arbres GM s'est déjà heurtée à la répression de l'État aux USA. Quand les présentateurs des organisations Global Justice Ecology Project et Everglades Earth First! sont partis en tournée dans le sud-est du pays, en octobre 2013, un événement a été annulé par l'université de Florida, quatre jours avant la date prévue. L'université participe à la recherche en arbres GM et elle a des parcelles d'essai de Pinus taeda GM. Après l'annulation, l'université n'a même pas essayé d'aider les présentateurs. Quand ils ont essayé de parler avec quelqu'un du campus, ils ont été interdits d'accès à l'université pour trois ans. Quand ils sont arrivés à l'université suivante, le FBI a contacté le doyen ; après des pourparlers, ils ont pu faire leur conférence, mais des gardes armés ont attendu dehors jusqu'à la fin.

Les plantations ne sont pas des forêts, et les arbres GM, destinés à des plantations, ne sont pas des arbres. L'avenir des arbres GM que prévoit l'industrie est un exemple de plus de cet éloignement tordu de la nature que le capitalisme industriel est en train de faciliter. Présentés comme une « solution du changement climatique », les arbres GM menacent d'aggraver les impacts sur les forêts et sur les gens dont la vie dépend des forêts en bonne santé. Des acteurs internationaux se démènent pour faire autoriser les arbres GM ; il est donc impératif que la résistance augmente pour pouvoir sauver l'avenir des forêts.

Ruddy Turnstone

1. APHIS Notification, Permit, and Petition Data. Biotechnology Regulatory Services, APHIS, USDA. Dernière mise à jour: 2 septembre 2014. Site visité le 3 septembre 2014.
2. Partnership for Policy Integrity. Trees Trash and Toxics: How Biomass Energy Has Become the New Coal. Avril 2014.

Lectures complémentaires

- Reuters. [“ArborGen Partners with University of Florida to Advance Pine-Based Biofuels as Part of a 6.3 Million Dollar DOE-ARPA-E grant.”](#) 4 octobre 2011.
- Center for Food Safety. [Genetically Engineered Trees: The New Frontier of Biotechnology.](#) Novembre 2013.
- Mitra, Maureen Nandini. [“Anti GE Tree Activists Kicked Off Florida University Campus, Spied on by FBI.](#) Earth Island Journal. 2 décembre 2013.

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE



Honduras: Un forum-atelier dénonce les impacts de l'expansion du palmier africain. «On nous remplit de palmiers et on nous laisse sans manger»
L'expansion rapide de la culture du palmier africain au Honduras a eu de profondes répercussions socio-écologiques sur la population noire, indigène et paysanne, en portant atteinte à leur droit légitime à la terre, à l'alimentation et à une vie digne, et en criminalisant ses combats de résistance. Le besoin d'analyser, de débattre à fond et de chercher des stratégies communes pour lutter contre un système de production qui accapare des territoires et déplace des communautés a été l'un des objectifs principaux du forum-atelier «Les agrocarburants, le palmier africain et leurs effets sur la souveraineté alimentaire», organisé le 9 septembre dans la ville de La Ceiba, au

Honduras. Cette activité a rassemblé plus de 170 personnes et des dizaines de mouvements et d'organisations sociales, populaires et syndicales de la région.

Pour lire l'article complet (en espagnol), voir:

http://rel-uita.org/index.php/es/sectores/palma-africana/item/5432-nos-lleñan-de-palma-y-nos-dejan-sin-comer?utm_source=newsletter_366&utm_medium=email&utm_campaign=rel-hoy-10-de-septiembre-de-2014.



Mobilisation et organisation pour empêcher la mainmise des transnationales sur le sommet du climat convoqué par Ban Ki Moon à New York, États-Unis Plus de 330 organisations, mouvements sociaux et réseaux internationaux dénoncent publiquement la mainmise des transnationales sur les pourparlers sur le climat qui auront lieu du 19 au 23 septembre dans le siège de l'ONU à New York. La déclaration, publiée le 16 septembre, met l'accent sur le besoin de changer le système économique, plutôt que de chercher des initiatives fondées sur la logique du marché, comme REDD, l'Agriculture intelligente face au climat et l'Énergie durable pour tous. La déclaration appelle aussi à s'organiser et à se mobiliser à New York et dans le monde entier, pour promouvoir un processus de transformation des causes structurelles de la crise climatique. Pour lire la déclaration voir:

<http://climatespace2013.wordpress.com/2014/09/16/se-mobiliser-et-sorganiser-pour-eviter-et-stopper-la-fievre-de-la-planete/>



La campagne STOP GE TREES exhorte le FSC à exclure les arbres GM Le WRM dénonce depuis longtemps le fait que le Forest Stewardship Council (FSC) certifie, à tort, des millions d'hectares de plantations industrielles d'arbres, au profit des intérêts des grandes entreprises concernées. Un des rares aspects que le FSC n'a pas encore changés en faveur des grandes entreprises est qu'il ne permet pas d'utiliser des arbres génétiquement modifiés (GM) dans les plantations certifiées. Or, le FSC a subi des pressions de son membre Suzano, une société propriétaire de plantations et de la société biotechnologique FuturaGene qui fait des recherches en eucalyptus GM. Au moyen d'une lettre ouverte, les membres de la campagne internationale «STOP GE Trees» ont demandé au FSC de maintenir son opposition aux arbres GM. Au cours de la dernière assemblée générale du FSC (7 – 14 septembre), les arbres GM n'ont pas été approuvés.

Pour télécharger la lettre (en anglais), voir: <http://wrm.org.uy/fr/autres-informations-pertinentes/open-letter-to-the-forest-stewardship-council-fsc-from-the-campaign-to-stop-genetically-engineered-trees/>

Site Web de la campagne STOP GE Trees (en anglais): <http://stopgetrees.org/>.

Voir aussi l'article de FSC Watch (en anglais): <http://fsc-watch.com/2014/06/06/suzano-plans-commercial-planting-of-ge-trees-will-fsc-dissociate-from-suzano/>.



Pérou: Justice pour les leaders tribaux amazoniens assassinés par des bûcherons

Quatre leaders du peuple Ashéninka de l'Amazonie péruvienne ont été assassinés par des bûcherons clandestins qui opèrent dans leur territoire. Parmi les victimes figure Edwin Chota, un important militant contre l'exploitation forestière, qui avait lutté pour le droit de son peuple à obtenir la propriété formelle de ses terres et pour expulser les bûcherons illégaux qui faisait des incursions dans leurs forêts sur la frontière du Brésil.

Pour signer la pétition (en anglais):

<http://www.thepetitionsite.com/120/750/658/demandjustice-for-the-amazon-tribal-leaders-murdered-by-illegal-loggers/>.

Voir aussi l'article (en espagnol) d'AIDSESEP, l'organisation indigène à laquelle appartenaient les quatre leaders assassinés:

<http://www.aidesep.org.pe/comunicado-aidesep-cuantas-muertes-indigenas-se-esperan-para-titular-las-1124-comunidades-nativas-de-la-amazonia-que-aseguran-la-vida-en-el-planeta/>.



Des organisations populaires françaises alertent les participants au Symposium international sur l'agro-écologie, la sécurité alimentaire et la nutrition, organisé par la FAO

La Confédération paysanne, branche française de La Vía Campesina, les Amis de la Terre France et d'autres encore, affirment que l'agro-écologie ne peut être que paysanne: elle n'est compatible ni avec les «services écosystémiques» ou la notion de «Capital naturel», ni avec la présence de l'industrie agroalimentaire et chimique dans ce colloque. Ces visions économiques de la nature ne servent pas les pratiques agro-écologiques paysannes mais cherchent à ouvrir de nouveaux marchés aux multinationales qui en profitent pour redorer leur image. Ces alliances et l'agriculture qu'elles dessinent ne portent pas nos ambitions de justice sociale, mais au contraire en sapent les bases.

Texte complet de la déclaration:

http://wrm.org.uy/fr/files/2014/09/Lagroecologie_ne_peut_etre_que_paysanne.pdf

RECOMMANDATIONS



Déclaration internationale en solidarité avec les peuples honduriens face à l'expansion des plantations de palmier dans leurs territoires

Les représentants d'organisations de divers pays d'Amérique latine et de réseaux internationaux, réunis à La Ceiba, Honduras, ont constaté grâce aux témoignages locaux la grave situation dans laquelle se trouvent les communautés paysannes, indigènes et garifunas à cause de l'avancée vorace de la monoculture du palmier africain. Les peuples dénoncent les graves violations des droits de l'homme, le

dépouillement et le déplacement, la criminalisation de la lutte pour la défense des territoires et les menaces et persécutions qu'on leur fait subir depuis plusieurs années pour favoriser les intérêts des entreprises, au détriment des droits collectifs. L'Alliance pour la biodiversité, les Amis de la Terre Amérique latine et Caraïbes, le Mouvement mondial pour les forêts tropicales, le Réseau contre la monoculture d'arbres en Amérique latine et la UITA régional Amérique latine sonnent l'alerte face à la gravité de la situation et réclament au gouvernement hondurien qu'il reconnaisse à ces peuples leurs droits territoriaux et ancestraux.

Pour lire le texte intégral de la déclaration, voir <http://wrm.org.uy/fr/reunions-et-evenements/face-a-la-grave-situation-provoquee-par-lexpansion-des-plantations-industrielles-de-palmiers-africains-au-honduras-declaration-internationale/>



Thaïlande: les peuples des forêts ont besoin d'une voix

En Thaïlande, les gouvernements militaires et civils définissent les forêts comme «une étendue sauvage inhabitée», sans tenir aucun compte du fait que les forêts tropicales ont toujours été habitées par des communautés autochtones et paysannes. La loi a qualifié ces habitants d'envahisseurs clandestins, autorisant l'expulsion forcée comme première mesure pour «préserver la terre» ce qui s'est traduit souvent par l'établissement de plantations industrielles. Les fonctionnaires forestiers ont intensifié les mesures de répression contre les communautés qui réclament un changement de la gestion des forêts, et l'ambitieux projet de reboisement du gouvernement risque de donner lieu à des expulsions forcées encore plus nombreuses que précédemment.

Pour lire l'article complet (en anglais) voir:

<http://www.bangkokpost.com/opinion/opinion/430545/>



Publication du GRAIN: « Planète huile de palme : les paysans paient le prix fort pour l'huile de palme bon marché »

La production d'huile de palme bon marché coûte en fait très cher : destruction des forêts tropicales, exploitation de la main d'œuvre locale bon marché dans les plantations et accaparement brutal des terres. Comme les entreprises d'huile de palme ont de plus en plus de difficultés à acheter des terres en Indonésie et en Malaisie, elles se tournent actuellement vers l'Afrique, qui fait figure de nouvel eldorado à conquérir pour produire une huile de palme bon marché destinée à l'exportation.

Pour lire la publication, voir : <http://www.grain.org/fr/article/entries/5029-planete-huile-de-palme-les-paysans-paient-le-prix-fort-pour-l-huile-de-palme-bon-marche>

Le plan de reboisement le plus vaste du monde ne réussit pas à protéger les forêts naturelles de Chine et en menace d'autres

Un rapport d'Agroforestry World a montré que, bien que la Chine ait augmenté le



couvert forestier du pays grâce à un programme de reboisement et de ‘paiement pour services des écosystèmes’, elle n’a pas réussi à protéger les forêts naturelles. Des plantations d’hévéas et d’arbres à pâte ont remplacé les forêts naturelles sur les terres en pente. Le fait d’assimiler les plantations à des forêts dans les statistiques et les politiques de gestion forestière permet aux gouvernements de dissimuler les graves atteintes à l’environnement que provoquent les plantations. Des plantations d’hévéas et d’arbres à pâte envahissent maintenant des réserves naturelles, des zones protégées nationales et d’importants bassins protégés.

Pour lire l’article complet (en anglais) voir:

<http://blog.worldagroforestry.org/index.php/2013/08/02/worlds-largest-reforestation-scheme-fails-to-protect-natural-forests-and-threatens-more/>



Brésil: des organisations brésiliennes ont remis une lettre contre l’utilisation commerciale d’eucalyptus transgéniques par Suzano, mais elles n’ont pu le faire qu’à la fin de l’audience publique

Le 4 septembre dernier a eu lieu au Brésil une audience publique pour parler de la demande de l’entreprise Suzano (FuturaGene), qui demande l’autorisation de planter et d’utiliser librement le premier eucalyptus transgénique du pays. Les organisations brésiliennes signataires d’une lettre contre l’approbation de cette demande ([voir ici la lettre](#)), et près de 260 organisations d’une quarantaine de pays, ont essayé en vain de lire cette lettre pendant l’audience, mais le président du Conseil de biosécurité (CTNBio) ne leur a pas permis. En plus, ce dernier a favorisé Suzano en permettant davantage de commentaires favorables que de commentaires contraires à son projet. Il a fallu attendre la fin de l’audience pour que le conseiller juridique de l’organisation Terra de Direitos, André Dallagnol, puisse remettre la lettre au président du Conseil et la faire enregistrer par le CTNBio.

Pour lire un récit détaillé de l’audience (en portugais) voir:

<http://gondolasegura.com.br/portal/blog/cientifico/100-audiencia-publica-debateu-pedido-de-liberacao-de-eucalipto-transgenico-na-ctnbio>



Publication du WRM : « Nouvelles tendances de l’expansion des plantations industrielles d’arbres en Amérique latine »

Grâce à l’action des entreprises nationales et internationales, le secteur des plantations d’eucalyptus et de pins d’Amérique latine a doublé de volume au cours des trois dernières décennies, surtout pour la production de bois à pâte. Le WRM a détecté plusieurs nouvelles tendances dans ce processus d’expansion, telles que la multiplication des plantations industrielles de palmier africain (palmier à huile), le progrès de la recherche en arbres transgéniques, le phénomène de ‘l’économie verte’ et la participation croissante du capital financier spéculatif. À ce sujet, le WRM a publié le rapport « Nouvelles tendances de l’expansion des plantations industrielles d’arbres en Amérique latine », dans le but de sonner l’alerte et de divulguer de l’information sur ces événements.

Pour lire la publication (en espagnol et en portugais), voir : <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/nuevas-tendencias-en-la-expansion-de-los-monocultivos-industriales-de-arboles-en-america-latina/>



Pour un exploitant forestier indonésien, l'élimination d'une forêt de tourbière ne pose aucun problème pour la conservation

Pour l'entreprise forestière indonésienne Asia Pacific Resources International Holdings Limited (APRIL), le défrichage d'une forêt de tourbière sur une île au large de Sumatra est «en ligne avec sa politique de gestion durable des forêts» parce que, de son point de vue, la zone n'avait aucune valeur pour la conservation. Les désaccords entre ce que les ONG et l'entreprise considèrent comme important pour la conservation permettent à APRIL de récolter les bénéfices, en matière de relations publiques, que comporte son engagement volontaire à ne pas abattre les forêts de grande valeur pour la conservation qui se trouvent dans ses concessions, y compris dans celle de Pulau Padang. Or, Greenpeace a clairement documenté qu'APRIL avait détruit des forêts dans des tourbières.

Pour lire l'article complet (en anglais) voir:

<http://news.mongabay.com/2014/0617-april-letter.html>